

MÉCANISATION ET FORMATION D'UNE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE

L'État prépare la campagne céréalière 2025-2026

Dans le cadre de la campagne moisson-battage 2025-2026, les autorités intensifient leurs efforts afin de remédier au déficit de compétences dans le secteur agricole. Réunis à Alger, les ministres Yacine El-Mahdi Oualid et Nacima Arhab ont ainsi lancé un plan d'action destiné à former des formateurs et une main-d'œuvre qualifiée dans la conduite et la maintenance des équipements agricoles, notamment les moissonneuses-batteuses. P 3



RECHERCHE GÉOLOGIQUE, EXPLORATION ET EXPLOITATION MINIÈRE **Sonarem signe un protocole d'accord avec la tchadienne SONEMIC**

L'Algérie et le Tchad renforcent leur coopération dans le domaine minier. Un protocole d'accord a été signé entre le groupe industriel minier Sonarem et la société tchadienne SONEMIC. Selon un communiqué du groupe, cet accord vise à renforcer la coopération dans les domaines de la recherche géologique, de l'exploration et de l'exploitation minière.

P 2

ZONES INDUSTRIELLES **Un levier stratégique pour relancer l'investissement**

Dans un contexte de mutation économique marqué par la volonté de réduire la dépendance aux hydrocarbures, l'Algérie place la réhabilitation et le développement des zones industrielles au cœur de sa stratégie de relance. En visite de travail à Sidi Bel-Abbès, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé l'importance de renforcer l'attractivité de ces espaces productifs, considérés comme des leviers essentiels pour stimuler l'investissement, diversifier l'économie et générer des emplois durables.

P 5

REPRÉSENTANT ENVIRON 40 % DE LA PRODUCTION TOTALE DE L'OAPEC **L'Algérie conserve sa place de leader**

L'Algérie confirme sa position de leader au sein de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) dans la production de gaz de pétrole liquéfié (GPL), représentant près de 40 % de la production totale de l'organisation.

P 3

PARTICIPATION ALGÉRIENNE À L'IFE
2026 DE LONDRES
**Conclusion de deux contrats
d'exportation et d'accords
de coopération** P 2

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES
NUMÉRIQUES PUBLIQUES
**L'Algérie adhère
à la campagne mondiale
"50in5"** P 4

FAO
**Hausse des prix alimentaires
mondiaux pour le deuxième
mois consécutif en mars** P 16

LIGNE MINIÈRE EST
Avancement des travaux du projet ferroviaire reliant Annaba à Tébessa

Le projet de réalisation de la ligne minière Est du chemin de fer reliant les wilayas d'Annaba et de Tébessa, sur une distance de 422 km, enregistre un avancement dans le rythme des travaux, qui se poursuivent 24h/24, à travers les différents chantiers, indique jeudi un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. Les travaux en cours sur plusieurs sites du projet comprennent notamment les opérations de terrassement, le creusement et l'aménagement des tunnels, la réalisation des ouvrages d'art, ainsi que la pose de la voie ferrée sur les différents tronçons s'étendant d'Annaba jusqu'à l'extrême sud de la wilaya de Tébessa, a précisé la même source. Le rythme de réalisation constaté sur le terrain reflète la dynamique continue que connaît ce projet, notamment à travers la poursuite des travaux durant les périodes nocturnes sur plusieurs chantiers, afin d'assurer sa livraison dans les délais impartis, selon la même source. Ce projet figure parmi les projets structurants visant à renforcer les infrastructures de transport ferroviaire et à améliorer la desserte des zones minières dans l'Est du pays.

APS

STELLANTIS ALGÉRIE
Prochaine exportation vers le Cameroun de pièces Fiat fabriquées en Algérie

Un responsable de Stellantis Algérie a annoncé jeudi l'exportation prochaine vers le Cameroun des premières cargaisons de pièces de rechange Fiat fabriquées en Algérie et homologuées par le constructeur. Cette déclaration a été faite par le directeur de l'export pour l'Algérie au sein de l'entreprise, Pietro Rauseo, en marge de la 19e édition du Salon international "Equip Auto Algeria", organisée du 30 mars au 2 avril au Palais des expositions des Pins maritimes, sous le slogan "Made in Algeria". M. Rauseo a précisé que les premières cargaisons de pièces de rechange produites en Algérie et homologuées par Fiat seront "exportées dans les prochaines semaines vers le Cameroun". Il a souligné que cette opération illustre "la solidité des bases mises en place pour exporter des pièces de rechange FIAT produites en Algérie". Depuis le lancement, fin 2023, de son usine de production de véhicules Fiat à Tafraoui (Oran), Stellantis Algérie a signé plusieurs contrats avec des fournisseurs locaux de pièces de rechange pour l'approvisionnement de l'usine, en plus de contrats conclus avec 13 fournisseurs destinés aux services après-vente.

APS

RECHERCHE GÉOLOGIQUE, EXPLORATION ET EXPLOITATION MINIÈRE

Sonarem signe un protocole d'accord avec la tchadienne SONEMIC

L'Algérie et le Tchad renforcent leur coopération dans le domaine minier. Un protocole d'accord a été signé entre le groupe industriel minier Sonarem et la société tchadienne SONEMIC. Selon un communiqué du groupe, cet accord vise à renforcer la coopération dans les domaines de la recherche géologique, de l'exploration et de l'exploitation minière.

Par Zahir R

La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de Sonarem, sous la supervision du PDG du groupe, Reda Belhadj, en présence du directeur général adjoint de la société tchadienne SONEMIC, Nasser Taha Abdeldjelil, ainsi que de cadres des deux parties, précise le communiqué. Ce protocole vise à promouvoir les relations de coopération et à définir le cadre régissant les conditions et les mécanismes de coordination entre les deux parties, afin de renforcer l'efficacité du travail commun et d'atteindre les objectifs fixés. L'accord repose sur plusieurs axes, notam-

ment le développement de la recherche géologique et de l'exploration minière, l'échange de technologies et d'expertises dans le domaine de l'exploitation minière durable, ainsi que le renforcement des capacités des ressources humaines et le lancement de projets communs structurants. La rencontre a également porté sur des projets d'accord parallèles, notamment un projet dans le domaine du transfert d'expertises et de compétences, destiné à contribuer au développement du secteur minier au Tchad, ainsi qu'un autre projet relatif à la formation de formateurs, en vue de renforcer les capacités des ressources humaines et d'améliorer le niveau de compétence des cadres et des travailleurs du

secteur minier dans ce pays, selon la même source. À cette occasion, les deux parties ont réaffirmé leur engagement à respecter les principes de bonne gouvernance, de transparence et de conformité aux normes environnementales à toutes les étapes de l'activité minière, en adéquation avec les exigences du développement durable. Cet accord reflète une volonté commune de consolider un partenariat à même de contribuer à la valorisation des ressources minières, au soutien de la diversification de l'économie, au renforcement de l'attractivité de l'investissement dans le secteur, ainsi qu'à la consolidation d'une dimension africaine fondée sur la coopération Sud-Sud, conclut le communiqué.

PARTICIPATION ALGÉRIENNE À L'IFE 2026 DE LONDRES

Conclusion de deux contrats d'exportation et d'accords de coopération

La participation algérienne au salon "International Food & Drink Event (IFE) 2026" qui se tient à Londres du 30 mars au 1er avril 2026 a été couronnée par la conclusion de contrats d'exportation et d'accords de coopération, a indiqué le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations dans un communiqué. Cette participation, marquée par la présence de vingt entreprises al-

gériennes sous l'égide du ministère, a abouti à la signature de deux contrats d'exportation de plusieurs produits algériens, à même d'augmenter les opportunités de leur accès à de nouveaux marchés, précise la même source. A cette occasion, il a été convenu d'organiser des visites de terrain en Algérie au profit de nombreux professionnels et opérateurs économiques étrangers, en vue de découvrir les capacités productives

des entreprises algériennes et d'examiner les opportunités de partenariat et d'investissement, selon le communiqué. Cet évènement économique a également été marqué par la signature d'accords de coopération entre des opérateurs économiques algériens et leurs homologues de plusieurs pays, permettant ainsi de développer des relations commerciales durables et de renforcer la présence des produits algériens

sur les marchés extérieurs, ajoute le communiqué. Ces résultats s'inscrivent dans le cadre des efforts consentis par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations visant à accompagner les opérateurs économiques algériens, les encourager à accéder aux marchés internationaux et à promouvoir les exportations, note le communiqué.

Synthèse Z R.

MARCHÉ FINANCIER

La COSOB publie deux nouvelles instructions pour renforcer la transparence

La commission d'organisation et de Surveillance des opérations de bourse (COSOB) a annoncé, jeudi dans un communiqué, la publication de deux nouvelles instructions visant à renforcer la transparence au sein du marché financier. Ces instructions, datées du 25 mars dernier, s'inscrivent dans le cadre du règlement 25-04

relatif à la divulgation de l'information à publier par la société dont les valeurs sont cotées à la bourse des valeurs mobilières. Ce nouveau règlement vise à renforcer la transparence du marché financier et à protéger les investisseurs à travers de nouveaux mécanismes et mesures conformes aux standards internationaux. La première instruction, n26-02, fixe le contenu

des rapports annuel et semestriel des émetteurs, ainsi que les principaux indicateurs financiers à publier dans leurs communiqués trimestriels. La deuxième instruction, n26-03, établit pour sa part la liste indicative des faits ou d'informations susceptibles d'être qualifiés d'information importante, précise la même source.

APS

SAISON DE TOURISME SAHARIEN

Plus de 26.000 touristes ont visité El-Meniaa

Au moins 26.026 touristes, nationaux et étrangers, ont visité la wilaya d'El-Meniaa durant l'actuelle saison de tourisme saharien, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat. Ce sont ainsi 24.682 touristes nationaux et 1.344 étrangers qui ont séjourné dans cette wilaya du sud-centre du pays, confirmant une dynamique croissante du secteur dans cette région aux importantes potentialités naturelles, culturelles, religieuses et historiques, a affirmé le DTA, Smail Lebcir. Des potentialités qui font d'El-Meniaa une destination prisée par les passionnés de tourisme saharien, a-t-il souligné, en citant, à

titre d'illustration, le vieux ksar, le musée public national où est conservée une large palette d'objets anciens et de pièces archéologiques, et l'église catholique où se trouve le tombeau du missionnaire français Charles de Foucauld. Concernant les circuits touristiques naturels, le parc des roses de sable avec ses dunes dorées, et le lac de Hassi El-Gara avec sa riche biodiversité avifaune aquatique et de poissons, constituent des haltes convoitées par les touristes, pour leurs merveilleuses vues naturelles mais aussi pour l'observation du coucher de soleil. L'organisation des circuits touristiques s'appuie également sur les supports numériques, à travers la plateforme mise en place

par le ministère de tutelle, en coordination avec les agences de tourisme et les associations activant dans le domaine, pour améliorer l'expérience touristique des visiteurs et faciliter leurs déplacements à travers les différents sites. La wilaya d'El-Meniaa dispose de plusieurs structures d'hébergement, combinant hôtels, dortoirs et auberge de jeunesse, qui font l'objet de visites régulières des services de la DTA pour l'inspection de leur disponibilité à accueillir les touristes dans de bonnes conditions et à leurs refléter la beauté du tourisme saharien à El-Meniaa, et dans le Sud de façon générale.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MÉCANISATION ET FORMATION D’UNE MAIN-D’ŒUVRE QUALIFIÉE

L’État prépare la campagne céréalière 2025-2026

Dans le cadre de la campagne moisson-battage 2025-2026, les autorités intensifient leurs efforts afin de remédier au déficit de compétences dans le secteur agricole. Réunis à Alger, les ministres Yacine El-Mahdi Oualid et Nacima Arhab ont ainsi lancé un plan d’action destiné à former des formateurs et une main-d’œuvre qualifiée dans la conduite et la maintenance des équipements agricoles, notamment les moissonneuses-batteuses.

Par Selma R.

Cette initiative s’inscrit dans une ambition plus large visant à améliorer les performances des récoltes tout en structurant durablement un secteur clé de l’économie nationale. Elle repose notamment sur le développement des compétences humaines et l’intégration de l’innovation. La rencontre a, dans ce sens, rassemblé de nombreux acteurs, dont des représentants de la Chambre nationale d’agriculture, du Conseil national interprofessionnel de la filière céréalière, ainsi que plusieurs institutions et entreprises spécialisées, à l’image d’Agrodriv, PMAT, de l’Office algérien interprofessionnel des céréales et de l’Ecole nationale supérieure agronomique. Une mobilisation qui témoigne de la volonté de renforcer les capacités nationales, en particulier dans la filière céréalière, essentielle à la sécurité alimentaire. Compte tenu du lancement imminent de la campagne, prévu à la mi-avril dans les wi-

layas du Sud, les deux ministères ont décidé de mettre en place des sessions de formation accélérées, destinées en priorité aux conducteurs de moissonneuses. La première session débutera le 4 avril à Sidi Bel Abbès, au sein de la société Sampo-Algérie. Elle portera sur les bonnes pratiques de conduite et de maintenance, en mettant l’accent sur la maîtrise technique et l’apprentissage sur le terrain. Des techniciens expérimentés assureront l’encadrement de ces formations afin de garantir un transfert de compétences efficace et adapté aux réalités du terrain. Il convient de rappeler que la campagne moisson-battage constitue un rendez-vous annuel stratégique pour l’agriculture nationale, mobilisant d’importants moyens humains et matériels afin d’assurer la collecte des céréales dans des délais optimaux. Ces dernières années, les pouvoirs publics ont multiplié les mesures pour améliorer son organisation, notamment à travers le renforcement du parc de moissonneuses-batteuses, la mobilisation des

coopératives agricoles et l’implication accrue des opérateurs publics et privés. Par ailleurs, la mécanisation agricole s’impose progressivement comme un levier essentiel pour moderniser le secteur et accroître les rendements. Des décisions ont déjà été prises pour encourager l’investissement dans les équipements agricoles, faciliter leur acquisition et promouvoir leur maintenance. Toutefois, le manque de main-d’œuvre qualifiée demeure un défi majeur, d’où l’importance des programmes de formation engagés actuellement pour accompagner cette transition et garantir une exploitation optimale des équipements disponibles. De plus, les autorités entendent inscrire cette démarche dans une vision durable. Les programmes de formation intégreront des dimensions liées à la technologie, à l’innovation et à l’entrepreneuriat, avec pour objectif de favoriser la création d’entreprises spécialisées dans la mécanisation agricole.

PROJET "STUDY IN ALGERIA"

Le ministre Baddari préside une réunion de suivi

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé à Alger, une réunion de coordination, consacrée au suivi du projet "Study in Algeria", a indiqué,

vendredi, un communiqué du ministère. La réunion qui s’est déroulée, jeudi, en présence de cadres du ministère et de présidents de conférences régionales des universités, a été une

occasion d’évaluer les préparatifs de la 1re édition du Théâtre universitaire africain et des Jeux universitaires d’Afrique du Nord, souligne la même source. La rencontre a également porté sur

"les conventions de partenariat et de jumelage entre les établissements universitaires et leurs homologues internationaux", conclut le document.

APS

BARRAGE VERT ET VARIÉTÉS RÉSISTANTES

Un enjeu stratégique pour la lutte contre le changement climatique

La ministre de l’Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaouter Krikou, a mis en avant, jeudi à Alger, les efforts soutenus de l’Algérie visant la lutte contre les effets des changements climatiques et l’adaptation de ses mécanismes de réponse, notamment à travers le renouvellement du couvert végétal par des espèces végétales résistantes. S’exprimant à l’ouverture des travaux de la rencontre nationale sur "les espèces végétales résistantes aux changements climatiques: le barrage vert comme modèle", la ministre a précisé que l’adaptation du couvert végétal par des variétés résistantes n’est plus un simple choix technique, mais constitue désormais un enjeu stratégique pour renforcer les capacités d’adaptation aux changements climatiques. Mme Krikou a, en outre, mis en exergue l’importance stratégique du projet du barrage vert, étant un des principaux projets structurants nationaux bénéficiant d’un intérêt particulier du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, notamment à travers sa réhabilitation selon une nouvelle vision et l’adoption d’approches modernes en matière de reboisement et de restauration des écosystèmes. Et d’ajouter que l’organisation de cette

rencontre s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national climat (PNC), en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), dans un contexte marqué par l’intensification des défis environnementaux liés à la hausse des températures, à l’aggravation du phénomène de sécheresse et à la dégradation des sols. Cet évènement vise à sensibiliser les différents acteurs au rôle du barrage vert en tant que modèle national d’adaptation des écosystèmes aux changements climatiques, tout en encourageant l’intégration de variétés végétales résistantes à la sécheresse dans les programmes de reboisement, afin de soutenir les efforts nationaux de lutte contre la désertification et de promouvoir les principes du développement durable, a souligné la ministre. Les travaux de cette rencontre, à laquelle ont pris part des experts, un représentant de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), et la Coordinatrice résidente des Nations unies en Algérie, ont porté sur les impacts des changements climatiques sur les écosystèmes forestiers, la rôle du barrage vert comme levier stratégique d’adaptation, ainsi que sur la présentation de recherches et d’expériences relatives à la valorisation d’espèces végétales résis-

tantes aux conditions climatiques difficiles. Dans ce cadre, le chercheur à l’Institut national de recherche forestière (INRF), Ouahid Zandouche, a annoncé une étude menée par une équipe de recherche visant à diversifier les espèces d’arbres et de plantes destinées au projet du barrage vert, et à améliorer les stratégies de reboisement. De son côté, le directeur d’études à l’Institut national d’études de stratégie globale (INSEG), Djamel Zellagui, a indiqué que la biodiversité permet l’introduction de certaines espèces non locales, tout en soulignant la nécessité de les expérimenter d’abord sur des superficies limitées au sein des différents centres d’études et de recherche, afin d’évaluer leurs impacts environnementaux avant leur adoption dans les opérations de plantation, si leur efficacité est établie par les études. A son tour, un responsable du Haut-commissariat au développement de la steppe (HCDS), Lakhdar Brouri, a présenté l’expérience du secteur dans la lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse au cours des trois dernières décennies, notamment en matière de réhabilitation des écosystèmes dégradés.

Synthèse R E

REPRÉSENTANT ENVIRON 40 % DE LA PRODUCTION TOTALE DE L’OAPEC

L’Algérie conserve sa place de leader

Par S. R.

L’Algérie confirme sa position de leader au sein de l’Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) dans la production de gaz de pétrole liquéfié (GPL), représentant près de 40 % de la production totale de l’organisation. Cette performance souligne l’importance stratégique du pays sur le marché arabe du GPL, alors que la production et la consommation continuent de progresser dans la région.

La production totale des États membres a atteint 728,4 milliers de barils par jour en 2024, contre 714,1 milliers en 2023, confirmant une progression constante depuis cinq ans. L’Algérie, à elle seule, a produit 293,8 milliers de barils par jour, devançant largement ses homologues, malgré une légère baisse par rapport à l’année précédente. Depuis 2020, la production de GPL dans le monde arabe suit une trajectoire ascendante, passant de 640 milliers de barils par jour à 728,4 milliers en 2024, soit une augmentation totale de 88,4 milliers de barils. Le bond le plus marqué a été enregistré entre 2021 et 2022, avec une croissance de 41 milliers de barils en un an, selon le rapport annuel de l’OAPEC relayé par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Parallèlement, la consommation de GPL dans les pays arabes a également augmenté, atteignant 432,2 milliers de barils par jour en 2024, soit une hausse de 7,7 % par rapport à 2023. L’Algérie a franchi pour la première fois la barre des 100 milliers de barils par jour, avec 100,5 milliers, attestant d’une demande intérieure soutenue. Malgré cette progression de la consommation, les pays membres maintiennent un excédent de production de plus de 296 milliers de barils par jour, garantissant à la fois l’approvisionnement local et la capacité d’exportation. Après l’Algérie, le Koweït a produit 229,5 milliers de barils par jour, l’Irak 82,5 milliers, tandis que l’Arabie Saoudite a enregistré une hausse significative de 28,2 %, atteignant 31,8 milliers de barils par jour. Les productions de Libye, du Qatar et de Bahreïn sont restées stables, alors que l’Égypte a connu un léger recul. Le GPL, principalement composé de propane et de butane, est utilisé pour la cuisson, le chauffage, le transport et comme matière première dans l’industrie pétrochimique. La position dominante de l’Algérie dans la production, combinée à la progression de sa consommation domestique, renforce son rôle stratégique dans la sécurité énergétique régionale et sa capacité à répondre aux besoins du marché international.

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT DE SA FLOTTE
Air Algérie réceptionne le quatrième avion

Le groupe Air Algérie a annoncé la réception du quatrième avion dans le cadre de son programme de renouvellement et d'extension de sa flotte. Réceptionné le 31 mars à l'aéroport international Houari Boumédiène (Alger), l'aéronef de type Airbus A330neo a été baptisé "Diaspora". Il s'agit du quatrième de ce type à rejoindre la flotte, succédant ainsi à "Novembre 54", réceptionné en novembre 2025, "Gara Djebilet", reçu début janvier 2026, et "Yennayer" réceptionné mi-janvier. Destinés aux vols long-courriers, ces avions permettent à Air Algérie d'intensifier ses lignes internationales, notamment vers le Canada, la Chine et l'Afrique du Sud. L'A330-900 neo peut accueillir plus de 300 passagers, répartis sur différentes classes, et offre une réduction de 25 % de la consommation de carburant et des émissions de CO2 par rapport aux modèles précédents. Les appareils sont également équipés de systèmes de divertissement modernes et d'une connexion Internet via Wi-Fi. Avec cette livraison, la flotte d'Air Algérie compte désormais 58 avions, auxquels s'ajoutent 15 appareils appartenant à sa filiale Domestic Airlines. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de renouvellement et d'extension de la flotte du transporteur national. Lancé en 2023, il prévoit l'acquisition de huit Boeing 737 MAX-9 et de dix Airbus A330neo. Il prévoit également l'acquisition de seize (16) avions de type ATR 72-600 pour renforcer le réseau domestique. Le Groupe a également signé récemment un nouveau contrat pour l'acquisition de 10 appareils de type Boeing 737 MAX-8, dont cinq unités seront réceptionnées à partir de juillet prochain et cinq autres en 2027. Ces acquisitions s'inscrivent dans le plan stratégique d'Air Algérie à l'horizon 2035, visant à répondre à la demande croissante du transport aérien national et international.

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES PUBLIQUES

L'Algérie adhère à la campagne mondiale “50in5”

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'adhésion de l'Algérie à la campagne mondiale "50in5", dans le cadre de son engagement de mettre en place une infrastructure numérique publique sécurisée, inclusive et interopérable au profit de l'ensemble des citoyens. La participation à cette initiative mondiale constitue "une nouvelle étape dans le processus de transformation de l'infrastructure numérique en Algérie", en droite ligne avec la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de "renforcer la souveraineté numérique, élargir l'inclusion financière et garantir un accès équitable

aux services publics à travers toutes les régions du pays", précise le communiqué. A travers l'initiative "50in5", soutenue par plusieurs partenaires, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Algérie rejoint une communauté de pays "œuvrant conjointement à la conception, la mise en œuvre et l'extension des composantes essentielles de l'infrastructure numérique publique, notamment l'identité numérique, les paiements numériques et les systèmes d'échange de données, au cours des cinq prochaines années". L'agenda de l'Algérie en matière d'infrastructure numérique publique a déjà enregistré "des avan-

cées concrètes", à travers plusieurs initiatives phares, dont "E-Tawki3", cadre national de l'identité numérique et de la signature électronique permettant un accès sécurisé aux services en ligne, ainsi que "Algérie Poste", qui constitue un écosystème de paiements numériques reliant plus de 29 millions de comptes et 18 millions de cartes Edahabia, renforçant ainsi l'inclusion financière à l'échelle nationale, souligne la même source. "Ces initiatives sont accompagnées par des centres régionaux de développement des compétences numériques et une infrastructure adaptée à l'intelligence artificielle, garantissant que les jeunes, les femmes et les communautés rurales bénéficient équitablement de la transformation numérique en Algérie", ajoute le communiqué. L'adhésion de l'Algérie à cette campagne mondiale représente également "une opportunité de partager son expérience, de tirer profit de l'expertise des partenaires internationaux et de contribuer à l'édification d'une Afrique numérique fondée sur la confiance, l'inclusion et la coopération", conclut la source.

ALGÉRIE-NIGER

Suivi de la mise en œuvre de l'accord bilatéral dans le domaine de l'entrepreneuriat

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredidine Ouadah, a reçu le ministre de la Communication et des Nouvelles technologies de l'Information de la République du Niger, Adji Ali Salatou, dans le cadre du suivi des résultats des travaux de la 2e session de la Grande commission mixte algéro-nigérienne de coopération, relatifs au domaine de l'entrepreneuriat, indique jeudi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue mercredi au niveau de l'accélérateur public "Algeria Venture", les deux parties ont suivi la mise en œuvre des

clauses de l'accord conclu entre les deux pays, lequel vise à instaurer une coopération durable et efficace à même de renforcer la croissance des start-up et des micro-entreprises, en tant que leviers de diversification économique, de création d'emplois et de consolidation de l'intégration régionale, dans une approche pratique tendant à concrétiser les accords bilatéraux. M. Ouadah a, en outre, passé en revue l'écosystème algérien ainsi que les différents mécanismes de promotion de l'entrepreneuriat, de même que l'intégration du système d'innovation pour faire face aux défis communs et

continentaux, évoquant à ce propos les initiatives africaines menées par l'Algérie, à l'instar de la Conférence africaine des start-up et du Fonds de financement des projets innovants à l'échelle continentale. De son côté, le ministre nigérien a mis en exergue les efforts de son pays en matière d'orientation vers une économie numérique et d'encouragement des jeunes à l'innovation, abordant également les voies de bénéficier de l'expérience algérienne dans la mise en place d'un écosystème numérique incitatif, conclut la même source.

APS

COMMERCE INTÉRIEUR

Réunion de coordination pour évaluer les activités du secteur

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a présidé jeudi par visioconférence, une réunion de coordination des directeurs régionaux du commerce, consacrée à l'évaluation du déroulement des activités du secteur et au suivi de plusieurs dossiers liés à l'organisation et à la régulation du marché national, indique un communiqué du ministère. Cette réunion a également porté sur l'examen du bilan des activités durant le mois sacré de Ramadhan, où il a été question d'évaluer le niveau de performance des services du commerce à travers différentes wilayas du pays, ainsi que l'état de la coordination entre les instances concernées afin d'assurer l'approvisionnement et le bon déroulement des activités commerciales de manière régulière et efficace. Dans ce cadre, la ministre a instruit les directeurs régionaux de redoubler d'efforts et de travail de terrain et d'organiser les activités commerciales à même de contribuer à la

stabilité du marché national et à la protection du consommateur, soulignant la nécessité de veiller à garantir l'intégrité et la transparence des transactions commerciales.

APS

MÉTRO D'ALGER
Reprise du service sur quatre stations après une panne technique

La société d'exploitation du métro d'Alger "SIMA" a annoncé la reprise du service sur les quatre stations qui étaient hors service temporairement, jeudi après-midi, en raison d'un dysfonctionnement technique. Les stations concernées sont : Aissat Idir, El Hamma, Jardin d'Essais et El Maâdoumine (Les Fusillés). Le reste de la ligne avait continué à fonctionner normalement pendant la panne. Soulignant que la reprise du service a été rendue possible grâce à l'intervention rapide de ses services techniques, Sima a réaffirmé son engagement à assurer la continuité du service dans les meilleures conditions.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 01 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 01 Avril 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	71	79	63	البطاطا
	Tomate	148	164	133	الطماطم
	Oignon sec	102	111	94	البصل الجاف
	Ail sec	985	1090	881	الثوم الجاف
	Carotte	106	119	94	الجزر
	Navet	116	129	104	اللفت
	Choux fleur	150	165	136	قرنبيط
	Choux	101	113	88	الكرنب
	Courgette	115	128	102	الكوسة
	Haricot vert	337	366	307	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	134	148	120	الخس
Fruits frais	Orange	231	280	183	البرتقال
	Citron	187	210	164	الليمون
	Pomme locale	429	516	342	التفاح المحلي
	Datte	500	631	369	التمر
	Banane	454	474	433	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1955	2096	1813	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	431	443	418	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-13,52	6,09	10,14	200	69 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1400,00	0,07	0,06	-0,70	9,00	5,66	52140	72 996 000,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,53	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 210,00	2200,00	-0,45	-1,44	-3,06	10,49	5,68	1000	2 200 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,05	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,49	3,97	5,00	20	8 400,00

ZONES INDUSTRIELLES

Un levier stratégique pour relancer l’investissement

Dans un contexte de mutation économique marqué par la volonté de réduire la dépendance aux hydrocarbures, l’Algérie place la réhabilitation et le développement des zones industrielles au cœur de sa stratégie de relance. En visite de travail à Sidi Bel-Abbès, le ministre de l’Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé l’importance de renforcer l’attractivité de ces espaces productifs, considérés comme des leviers essentiels pour stimuler l’investissement, diversifier l’économie et générer des emplois durables.

Par Réda Hadi

Accompagné des autorités locales, le ministre a inspecté le projet d’extension de la zone industrielle de Sidi Bel-Abbès, une initiative qui s’inscrit dans une politique nationale plus large visant à moderniser le foncier industriel et à corriger les déséquilibres hérités du passé. Sur le terrain, Yahia Bachir a insisté sur la nécessité d’accélérer l’aménagement et l’exploitation effective des zones industrielles, en les dotant de toutes les infrastructures nécessaires, notamment les réseaux d’électricité, de gaz, d’eau et de fibre optique. Cette orientation traduit une évolution notable dans la politique industrielle du pays. Longtemps confrontées à des contraintes liées à la bureaucratie, au manque d’aménagement ou à l’inactivité de nombreux lots attribués, les zones industrielles font désormais l’objet d’une re-fonte structurelle. L’objectif est clair : transformer ces espaces en véritables pôles de compétitivité capables d’attirer les investisseurs nationaux et étrangers. Le ministre a également mis en avant la nécessité de soutenir l’investissement pro-

ductif et de promouvoir la diversification des activités industrielles. Dans ce cadre, il a appelé à encourager les projets liés à la sous-traitance, à la fabrication de pièces de rechange pour véhicules, ainsi qu’au développement de l’industrie électronique. Des filières jugées stratégiques, notamment en raison de leur potentiel d’intégration locale et de création de valeur ajoutée. Le projet d’extension de la zone industrielle de Sidi Bel-Abbès illustre cette dynamique. S’étendant sur une superficie de 54 hectares, il comprend 88 lots, dont 46 dédiés à l’investissement. Une enveloppe financière de plus de 1,5 milliard de dinars a été mobilisée pour son aménagement, témoignant de l’engagement de l’État à créer un environnement favorable à l’initiative économique. Au-delà des infrastructures, la politique des zones industrielles repose également sur une meilleure gouvernance et une rationalisation de la gestion du foncier. Les autorités s’orientent vers une logique de transparence et d’efficacité, avec pour objectif de lutter contre la spéculation et de récupérer les terrains non exploités. Cette approche vise à garantir que les zones in-

dustrielles bénéficient réellement aux porteurs de projets sérieux et créateurs de richesse. La visite du ministre a également été l’occasion de mettre en lumière certaines expériences industrielles locales. À l’entreprise privée « Famag Sonalika », spécialisée dans le montage de tracteurs agricoles, Yahia Bachir a encouragé le renforcement des capacités de production et la coordination avec les services du ministère. Avec une capacité annuelle de 5.000 tracteurs, cette unité représente un exemple concret de développement industriel orienté vers le soutien au secteur agricole. Dans le secteur public, l’entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) a également retenu l’attention du ministre. Leader national dans la fabrication d’équipements électroniques, l’ENIE est appelée à renforcer sa compétitivité à travers des partenariats efficaces et une montée en gamme de ses produits. Le développement de la recherche et de l’innovation constitue, à cet égard, un axe prioritaire, comme en témoigne l’existence d’un laboratoire de recherche doté de compétences hautement qualifiées.

Par ailleurs, la visite à l’entreprise nationale de production d’engins de récolte a permis de souligner l’importance de la formation dans la réussite de la politique industrielle. Le ministre a insisté sur la nécessité de former des conducteurs capables de maîtriser les équipements modernes, afin d’optimiser leur utilisation et de prolonger leur durée de vie. Au final, la stratégie des zones industrielles en Algérie s’inscrit dans une vision globale de transformation économique. Elle repose sur plusieurs piliers : modernisation des infrastructures, amélioration du climat des affaires, promotion de l’investissement productif et développement du capital humain. Si des défis persistent, notamment en matière de gouvernance et de financement, les efforts engagés traduisent une volonté claire des pouvoirs publics de faire de l’industrie un moteur central de la croissance. Dans cette perspective, les zones industrielles ne sont plus de simples espaces d’implantation, mais de véritables outils de politique économique, appelés à jouer un rôle structurant dans la construction d’un tissu industriel diversifié et compétitif.

LE MINISTRE OUADAH REÇOIT LA VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DE L'UA

Le renforcement de la coopération au niveau continental examiné

Le ministre de l'Economie et de la Consommation, Nouredine Ouadah, a reçu la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Selma Malika Hadadi, avec laquelle il a examiné les

moyens de renforcer la coopération au niveau continental dans le domaine de l'innovation, a indiqué jeudi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue mercredi à Alger, le ministre du secteur a passé en revue la dynamique ac-

célérée que connaît l'écosystème des start-up en Algérie et les moyens de la renforcer à travers l'intensification de la coopération au niveau continental, précise le communiqué. La rencontre a également porté sur

les moyens de renforcer la coopération avec l'UA dans plusieurs domaines en lien avec l'économie de la connaissance et l'innovation, dont les mécanismes de financement de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'in-

novation, en vue de multiplier le nombre de start-up au niveau africain et de renforcer leur impact positif sur l'économie nouvelle fondée sur la connaissance, ajoute la même source.

R E.

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre en visite d’inspection à l’Agence CNAS d’Alger

Le ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, accompagné de la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, a effectué, jeudi, une visite d’inspection à l’Agence de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya d’Alger et à l’Agence de la Caisse nationale des retraites (CNR) d’Alger-Centre, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des projets de numérisation sur le terrain, a indiqué un communiqué du ministère. Cette visite s’inscrit dans le cadre de "l’engagement du ministre à suivre personnellement l’état d’avancement des projets de numérisation lancés, lesquels enregistrent des progrès notables reflétant le passage effectif de la phase de conception à celle de la réalisation sur le terrain, avec un impact direct sur la qualité des services publics proposés aux citoyens", précise la même source. Cette visite a permis de s’enquérir de près du niveau de progression de la numérisation des services et du degré de préparation des organismes sous tutelle pour leur intégration dans le portail national des services numériques (Dzair

Digital Services), supervisé par la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, en vue de renforcer l’interopérabilité des services entre les différents organismes gouvernementaux. La visite a également permis de constater les "progrès de qualité" enregistrés dans le secteur, à travers la concrétisation de plusieurs projets numériques selon "une vision stratégique intégrée, reposant sur la modernisation des infrastructures, le renforcement de la gouvernance numérique et le développement des services destinés aux citoyens", ajoute le communiqué. Les nouveaux services numériques destinés aux affiliés et aux entreprises ont "permis de réduire les délais de traitement et d’améliorer la qualité de prestation, incarnant ainsi une administration numérique moderne et efficace qui répond aux attentes des citoyens", rappelle le communiqué, évoquant la simplification des procédures administratives, qui bénéficie d’un intérêt particulier dans le cadre de l’amélioration du service public, avec "la suppression de nombre de documents et l’introduction de mécanismes de traitement automatisé, dans une démarche visant à asseoir une ad-

ministration fluide, flexible et proche des citoyens". La même source a aussi évoqué le renforcement de l’interopérabilité des bases de données en s’appuyant sur le Numéro d’identification nationale (NIN), "permettant ainsi un échange instantané et sécurisé des informations entre les différents secteurs, tout en renforçant la fiabilité des données". De plus, les programmes de numérisation ont été accompagnés de mécanismes d’évaluation sur le terrain, poursuit la même source, faisant état de "la réalisation de plus de 1.482 évaluations à travers les différentes wilayas du pays, ayant concerné plus de 19.000 citoyens", ce qui a "permis de mesurer la satisfaction des usagers et d’orienter les améliorations en fonction de leurs préoccupations réelles". A cette occasion, le ministre a donné des instructions pour "la prise en charge des recours des jeunes n’ayant pas pu bénéficier de l’allocation chômage via la plateforme numérique dédiée (Insat), au niveau de l’Agence nationale de l’emploi (ANEM)", ordonnant "son actualisation pour assurer l’examen et le traitement des recours à distance, tout en permettant aux concernés de suivre le proces-

sus en toute transparence et simplicité, garantissant ainsi leur droit à la consultation des décisions prises à cet effet". Les réponses doivent être "convaincantes, rapides et fondées sur des arguments juridiques", a-t-il insisté. M. Saihi a en outre souligné l’importance de renforcer les mécanismes d’accompagnement numérique et d’améliorer la qualité du service public, de manière à refléter "l’attachement du secteur aux principes d’équité, d’efficacité et de transparence", insistant sur la nécessité de mobiliser les moyens humains et techniques nécessaires au bon fonctionnement de cette plateforme, en veillant à assurer un suivi régulier de son efficacité et à évaluer ses performances, afin de "répondre aux attentes des jeunes" et de "renforcer leur confiance dans les institutions de l’Etat". Cette dynamique témoigne de "la volonté du ministère d’asseoir une administration moderne, efficace et transparente, qui place le citoyen au cœur de ses priorités et tend en permanence vers l’amélioration de la qualité des services, conformément aux engagements de l’Etat à construire un service public de qualité", conclut le communiqué.

R E.

CONSTANTINE

Lancement des projets d’infrastructures routières et des travaux de protection contre les inondations

Des projets portant sur la réalisation de d'infrastructures routières (axes routiers et tunnel souterrain) ainsi que sur la protection de zones résidentielles contre les risques d'inondations ont été lancés jeudi dans la wilaya de Constantine.

Dans ce cadre, le chef de l'exécution local, M. Abdelkhalek Sayouda, a donné le coup d'envoi des travaux de dédoublement du chemin de wilaya CW n 101 sur un linéaire de 8,3 km, dépendant de la commune d'Aïn Smara à la circonscription administrative Ali Mendjeli.

Il a également procédé à la mise en service de l'accès principal de ce pôle urbain, désormais raccordé à l'ouvrage d'art enjambant l'auto-route Est-Ouest.

Par ailleurs, la première pierre d'un tunnel souterrain a été posée dans la localité de Sissaoui dans la commune de Constantine, identifiée comme un « point noir » caractérisé par une forte congestion du trafic. Ce projet devrait, à son achèvement prévu dans un délai de six mois, contribuer significativement à fluidifier la circulation au niveau de l'une des principales entrées de la ville. S'exprimant à la presse à l'issue de cette visite d'inspection, le chef de l'exécutif local a souligné que ces projets visent à résorber les embouteillages et à assurer une meilleure fluidité du trafic dans les plus brefs délais.

A cette occasion, M. Sayouda a également indiqué que le lancement des travaux du projet de protection de la commune de Zighoud Youcef contre les inondations, permettra de prévenir la récurrence des épisodes survenus lors des perturbations climatiques de 2022.

Cette opération bénéficie d'une enveloppe financière de 500 millions de dinars, avec un délai de réalisation pouvant atteindre six mois.

En outre, le même responsable a mis en exergue le caractère stratégique du projet de station d'épuration des eaux usées, dont les travaux ont été lancés dans la commune d'El Khroub.

Cette infrastructure permettra le traitement des eaux usées issues des zones avoisinantes, avec une capacité de récupération évitant les 80 000 m³ par jour.

Rédaction régionale

MASCARA

Clôture du Salon national du jeune entrepreneur

Les activités de la première édition du Salon national du jeune entrepreneur, organisées sous le slogan « L'entrepreneuriat leadership et avenir de la jeunesse », ont pris fin, jeudi soir à la bibliothèque centrale de l'Université « Mustapha Stambouli » de Mascara.

La cérémonie de clôture de cette manifestation économique dédiée à la jeunesse a été présidée par le Secrétaire général du ministère de la Jeunesse, Dahmane Adimi, en compagnie du Secrétaire général du Conseil supérieur de la jeunesse, Mohamed Zenim, du wali Fouad Aïssi, ainsi que des autorités locales. Dans son allocution, M. Adimi a indiqué que « ce salon incarne concrètement la place de la jeunesse algérienne au cœur des priorités nationales, comme en témoignent ces espaces animés par l'ambition, où se rencontrent les voix de la créativité et de l'initiative ».

Il a également souligné que « la question de l'entrepreneuriat des jeunes ne peut être dissociée de la vision stratégique du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a accordé, depuis son accession au pouvoir, une attention particulière à la jeunesse, le considérant comme le pilier fondamental de la construction de l'Algérie nouvelle ». M. Adimi a ajouté que « cet intérêt présidentiel s'est traduit par un ensemble cohérent de réformes, d'initiatives et de mécanismes de développement, à travers l'inscription du dossier de l'autonomisation des jeunes parmi les priorités de l'agenda national, notamment par le lancement de programmes nationaux de soutien à l'initiative et à l'entrepreneuriat, ainsi que l'élargissement du réseau d'agences d'appui aux porteurs de projets ». Il a également affirmé que « l'Algérie a connu une transformation qualitative dans le système de soutien à

l'entrepreneuriat des jeunes, marquée par le renforcement du cadre législatif et institutionnel, l'octroi de ressources financières importantes sous forme de crédits, de facilités et de garanties, ainsi que la création d'espaces d'accompagnement spécialisés et d'incubateurs d'entreprises combinant expertise et technologie au service des jeunes porteurs d'ambitions ». Il a précisé que ce salon constitue « un pont entre ambition et réalité, ainsi qu'une plateforme d'échange d'expériences réussies et de découverte des dernières tendances de l'entrepreneuriat aux niveaux national et international. Il ne s'agit pas seulement d'une exposition de produits, mais d'une véritable école itinérante réunissant des porteurs d'expériences et d'idées dans un cadre marqué par l'esprit de défi et la volonté de changement ».

De son côté, le wali Fouad Aïssi a déclaré que « le succès de ce salon est le fruit de la mobilisation de l'ensemble des acteurs institutions, organismes, organisateurs et partenaires ayant œuvré dans un esprit d'équipe pour la réussite de cet événement », réaffirmant l'engagement des autorités locales à accompagner cette dynamique en soutenant les initiatives, en facilitant les procédures et en renforçant la coordination entre les différents intervenants afin de créer un écosystème local capable d'accompagner les projets et de les transformer en réussites concrètes.

Lors de la cérémonie de clôture, le Secrétaire général du ministère de la Jeunesse a

également présidé la remise de distinctions aux lauréats des concours « Meilleure startup, micro-entreprise et auto-entrepreneur » et « Meilleure idée de projet innovant », ainsi que des distinctions aux participants et aux organismes ayant contribué au succès de cet événement.

Les organisateurs ont indiqué à l'APS que plus de 1.500 visiteurs ont été inscrits, majoritairement des étudiants de l'Université « Mustapha Stambouli » de Mascara, notamment des futurs diplômés, ainsi que des stagiaires des centres de formation et des jeunes souhaitant se lancer dans la création de micro-entreprises.

La manifestation a également connu une participation remarquable de jeunes porteurs de projets innovants affiliés au Centre d'appui à la technologie et à l'innovation, ainsi qu'à l'incubateur de l'université, qui ont pu découvrir de près des modèles de réussite dans la création d'entreprises dans divers domaines scientifiques, selon la même source.

Il convient de rappeler que ce salon, organisé pendant trois jours par la direction de la jeunesse et des sports en coordination avec l'Office des établissements de jeunesse et la ligue de wilaya des activités culturelles et scientifiques, a vu la participation d'environ 230 jeunes, porteurs de startups, de micro-entreprises et de projets innovants, ainsi que des bénéficiaires du statut d'auto-entrepreneur, venus de 35 wilayas.

APS

SIDI BEL-ABBÈS

Implantation de 6 nouveaux projets dans la zone industrielle générant 801 emplois directs

La zone industrielle de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a, récemment, enregistré l'implantation de six nouveaux projets industriels, visant à renforcer l'activité économique et à soutenir l'investissement productif, a indiqué la cellule de communication de la wilaya. Ces projets couvrent plusieurs domaines industriels et constituent une valeur ajoutée au tissu industriel local, tout en contribuant à la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes.

Parmi ces projets figurent une unité de fabrication de meubles de différents types, qui devrait générer 85 emplois directs, ainsi qu'une unité de chaudronnerie métallique dédiée à la production de pièces de rechange pour le matériel agricole, avec une capacité de 30 emplois directs.

Les projets comprennent également une unité de transformation du marbre et du granit, qui contribuera au développement des industries de transformation et offrira 60 emplois

directs, en plus d'un projet industriel de production de pompes et de leurs accessoires, appelé à créer 500 emplois directs, ce qui reflète son importance pour le soutien de l'économie locale.

Dans le même cadre, un projet portant sur une unité de transformation primaire du plastique a été soutenu, avec 76 emplois directs prévus après son entrée en exploitation, ainsi qu'une usine de parfums, de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, qui devrait générer 50

emplois directs et contribuer à la diversification du tissu industriel local. Ces six projets, qui totalisent 801 emplois directs, constituent une étape importante vers le renforcement de la capacité d'emploi de la zone industrielle et la création d'un climat favorable à l'investissement, soutenant ainsi le développement économique local et dynamisant l'activité industrielle dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, selon la même source.

APS

IN-GUEZZAM

Sonelgaz lance une grande campagne de reboisement

Une vaste campagne de reboisement a été lancée jeudi dans la wilaya d'In-Guezzam à l'initiative de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), représentée par la direction locale de distribution, sous le slogan "Un arbre pour chaque employé, une empreinte pour les générations futures", a-t-on informé des organisateurs.

La première journée de cette campagne portant sur la concrétisation des engagements du groupe Sonelgaz en matière de responsabilité sociale et

de protection de l'environnement dans les régions sahariennes, a consisté en la mise en terre de près de 400 arbustes d'essences variées adaptées au climat saharien, sur un objectif global d'un millier à travers la wilaya, et ce avec la participation de nombreux travailleurs, bénévoles et représentants du Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE), at-on expliqué.

La campagne a touché, selon ses initiateurs, trois sites principaux, à commencer par la centrale électrique,

confirmant l'intégration de la dimension environnementale dans les installations énergétiques, avant de s'achever au niveau du nouveau siège administratif de la direction de distribution, en passant par les alentours de l'Établissement public hospitalier (EPH) d'In-Guezzam.

Cette initiative a pour objectifs de lutter contre la désertification et l'avancée du sable, d'améliorer le paysage urbain des structures publiques, en sus de favoriser l'émergence d'une culture environnementale non seulement chez

les travailleurs mais aussi au sein de la société civile, eu égard à la spécificité des écosystèmes dans les zones frontales arides, ont-ils souligné. Elle s'inscrit dans une vision stratégique de développement durable dans la région, à travers des projets environnementaux concrets qui témoignent de l'engagement du groupe Sonelgaz en tant qu'acteur économique et social dynamique, at-on indiqué de même source.

R.R.

IRAN

Sánchez se démarque d'une Europe qui baisse la tête

Le Premier ministre a qualifié la guerre de Trump d'illégale et ne se laisse pas intimider pour participer aux opérations ou faire des déclarations ambiguës de soutien.

Par Eldar Mamedov (*)

A lors que la plupart des dirigeants européens ont réagi aux frappes américano-israéliennes contre l'Iran en condamnant le régime iranien et en appelant timidement à une « désescalade » afin de ne pas offenser Washington, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a condamné sans équivoque la guerre contre l'Iran, la qualifiant de violation du droit international. Comparez cela avec les propos du chancelier allemand Friedrich Merz qui a choisi d'insister dès le début de la guerre sur le fait que « ce n'est pas le moment de faire la leçon à nos partenaires et alliés » au sujet d'éventuelles violations du droit international. Pendant ce temps, le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est donné beaucoup de mal pour essayer de jouer sur les deux tableaux : d'une part, il a fait appel au droit international, d'autre part, il a autorisé Washington à utiliser les bases militaires britanniques pour des « opérations défensives » – qui, en réalité, n'ont rien de défensif puisqu'elles consistent à viser des lanceurs de missiles iraniens sur le territoire iranien. Il a tout de même essuyé l'insulte du président Donald Trump, qui a déclaré que Starmer n'était « pas Winston Churchill. » Les dirigeants des autres grands pays européens n'ont guère fait mieux : le président français Emmanuel Macron a attendu quatre jours avant de déclarer que la guerre entre les États-Unis et l'Iran était « contraire au droit international. » Et même alors, il s'est engagé à envoyer des moyens de défense aérienne et un navire de guerre pour défendre l'île de Chypre contre les frappes iraniennes visant la base militaire britannique qui s'y trouve, en représailles au soutien apporté par le Royaume-Uni aux attaques contre l'Iran. Macron a également déclaré qu'il souhaitait former une coalition internationale pour sécuriser les routes maritimes commerciales « essentielles à l'économie mondiale. » Il a ajouté que la France mettrait à disposition son porte-avions Charles de Gaulle. La position de Sanchez mérite notre attention, car non seulement il a tenu des propos forts, mais il a également joint le geste à la parole. En matière de politique étrangère, la cohérence est une question de crédibilité. Concrètement, Sánchez a refusé d'autoriser les avions américains à utiliser les bases navales et aériennes exploitées conjointement à Rota et Morón en

Espagne pour mener des frappes contre Téhéran. Cette décision a, comme on pouvait s'y attendre, suscité la colère de Trump. Il a qualifié l'Espagne de « terrible » et a menacé de rompre tout commerce avec Madrid. Il a également déclaré que s'il voulait utiliser les bases espagnoles, il « s'y rendrait » s'il le souhaitait. « Nous pourrions simplement nous y rendre et les utiliser, personne ne nous empêchera de le faire. Mais nous n'avons pas besoin de cela », a-t-il déclaré. Loin de céder, Sanchez a doublé la mise en rejetant les violations du droit international dans un discours télévisé historique adressé à la nation. Il a rejeté « l'illusion que nous pouvons résoudre les problèmes du monde avec des bombes » et s'est engagé à ne pas « répéter les erreurs du passé. » La position du gouvernement espagnol peut se résumer en quatre mots qu'il a prononcés : « Non à la guerre. » Mercredi, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré que les Espagnols avaient reconsidéré leur position et avaient finalement accepté d'apporter leur aide. Le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, s'est immédiatement adressé aux médias pour démentir cette information. « Je peux réfuter (les propos du porte-parole de la Maison Blanche) », a déclaré Albares à la radio espagnole Cadena Ser. « La position du gouvernement espagnol concernant la guerre au Moyen-Orient, le bombardement de l'Iran et l'utilisation de nos bases n'a pas changé d'un iota. » Ce n'est pas là la posture d'idéalistes naïfs. C'est la position d'un dirigeant réaliste et intransigeant (Sanchez) qui se souvient de l'histoire, connaît l'état d'esprit de son public et agit pour protéger son pays d'une guerre illégale et absurde et de ses conséquences possibles, telles que des représailles terroristes, des difficultés économiques et des migrations massives. Il convient de noter que le dirigeant espagnol a évoqué le souvenir de l'invasion de l'Irak en 2003. « Quelques dirigeants irresponsables nous ont entraînés dans une guerre illégale au Moyen-Orient qui n'a apporté que de l'insécurité et de la souffrance » a-t-il averti. La comparaison est pertinente et trouve un écho particulier en Espagne. En mars 2003, le Premier ministre de l'époque, José María Aznar, avait apporté son soutien total à l'invasion de l'Irak par George W. Bush, un moment immortalisé par la photo du « trio des Açores », sur laquelle on voit Aznar, Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair après leur sommet sur ces îles portugaises où la décision

de lancer la guerre avait été prise. Le contrecoup a hanté l'Espagne lorsque des terroristes d'Al-Qaïda ont fait exploser une bombe dans la gare de Madrid presque exactement un an plus tard, tuant 193 personnes et en blessant plus de 2 000, ce qui en fait l'attentat terroriste le plus meurtrier de l'histoire du pays. L'attaque a précédé les élections générales qui ont eu lieu quelques jours plus tard et, alors que le gouvernement d'Aznar a d'abord tenté d'imputer la responsabilité de cette atrocité aux séparatistes basques afin de ne pas nuire aux chances de son successeur conservateur, des preuves ont rapidement émergé, indiquant que les terroristes islamistes agissaient en représailles au rôle joué par l'Espagne en Irak. L'opposition socialiste a remporté les élections. Tout comme la guerre en Irak, les frappes actuelles contre l'Iran ne sont pas autorisées par le Conseil de sécurité des Nations unies. Tout comme la guerre en Irak, elles sont justifiées par des sentiments nobles, en l'occurrence la solidarité avec les femmes iraniennes qui souffrent sous le régime, y compris certaines militantes iraniennes en exil qui ont fait pression en faveur de la guerre pour défendre les « droits des femmes. » Sánchez s'est montré particulièrement incisif sur ce point. « Les droits des femmes ne doivent jamais servir de prétexte pour déclencher des guerres qui servent d'autres intérêts » a-t-il déclaré. « Si nous croyons vraiment en la liberté des femmes iraniennes, la réponse ne peut être davantage de violence. Elle doit passer par davantage de diplomatie, davantage de soutien et davantage de droit international. » Il ne s'agit pas ici de défendre le régime iranien. Sánchez a été explicite : « N'oublions pas qu'on peut être contre un régime odieux, comme c'est le cas du régime iranien... tout en étant contre une intervention militaire injustifiée et dangereuse. » Cette distinction est essentielle, mais elle échappe à ceux qui assimilent, de mauvaise foi, l'opposition à la guerre à une sympathie pour Téhéran. Pourquoi la position de Sánchez est-elle si importante ? Parce qu'elle offre à l'Europe une voie différente de la soumission totale à Trump. Les dirigeants politiques comme Merz et les politiciens et experts qui partagent ses idées semblent enivrés par l'idée que l'Europe devienne une « puissance dure » et semblent assimiler son exercice à devenir des partenaires mineurs dans une guerre contre l'Iran. Pourtant, comme l'a récemment écrit l'expert de l'Union européenne Alberto Alemanno, « l'Europe soutient une

guerre qu'elle n'a pas déclenchée, qu'elle ne mènera pas et qu'elle ne peut pas se permettre. Washington remporte le prix géopolitique. L'Europe paie la facture. » Cette facture se traduira par une hausse des prix de l'énergie, des flux migratoires potentiels, des menaces terroristes et une instabilité politique sur le flanc sud de l'Europe. Sanchez refuse de jouer un rôle dans la facilitation de tout cela. Il ne s'agit pas ici de « puissance dure », mais d'une soumission autodestructrice à Washington, qui mène une guerre illégale dont les objectifs semblent changer de jour en jour, voire d'heure en heure, selon le responsable de l'administration Trump qui s'exprime à un moment donné. Au contraire, le levier de l'Europe réside dans l'utilisation de son pouvoir diplomatique et économique pour agir dans son propre intérêt collectif. Dans ce contexte, cela signifie refuser aux États-Unis l'utilisation de toute base militaire en Europe à des fins contraires au droit international et à la légitime défense. Quant aux menaces de Trump de mettre fin au commerce avec Madrid en guise de représailles, elles semblent largement creuses. Bien que cela ne soit pas impossible sur le plan juridique, une telle mesure reviendrait en fait à sanctionner l'ensemble du marché unique de l'UE, ce qui entraînerait une guerre commerciale totale qui serait probablement un échec politique et économique, même pour l'administration Trump. Sánchez ne peut toutefois pas agir seul. L'Espagne est une puissance moyenne, pas une superpuissance. Mais sa position est importante précisément parce qu'elle démontre qu'il existe des alternatives. Le ministre israélien des Affaires étrangères s'est demandé si Sánchez était « du bon côté de l'histoire. » Cette formulation est révélatrice. En 2003, ceux qui s'opposaient à la guerre en Irak ont été rejetés de la même manière. Aujourd'hui, rares sont ceux qui affirmeraient qu'ils avaient tort. La position espagnole n'est ni anti-américaine, ni pro-iranienne. Elle est simplement pro-droit, pro-paix et anti-guerre. Dans un monde qui se précipite vers une guerre plus large, cela fait de Pedro Sánchez la voix de la raison dont l'Europe a désespérément besoin.

(*) Expert en politique étrangère basé à Bruxelles et chercheur non résident au Quincy Institute.
Source : Responsable Statecraft, publié le 05-03-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ONU

La contrebande pétrolière s'intensifie en Libye

Un rapport récent de l'Organisation des Nations unies (ONU) met en lumière l'ampleur croissante de la contrebande pétrolière dans l'est de la Libye, soulignant ses implications économiques et institutionnelles. Selon ce document, des réseaux structurés seraient impliqués dans la vente illégale de pétrole et de carburant, contournant les circuits officiels de distribution. Ces activités reposeraient sur des mécanismes financiers opaques et des chaînes logistiques parallèles, permettant l'écoulement de ressources énergétiques en dehors du contrôle de l'État. Selon des sources médiatiques, il s'agit d'acteurs liés à Saddam Haftar, soupçonnés de jouer un rôle dans ces opérations. Cette situation s'inscrit dans un contexte de fragmentation politique persistante, où plusieurs centres de pouvoir coexistent. D'un point de vue économique, la contrebande contribue à affaiblir les recettes publiques issues des hydrocarbures, principal pilier de l'économie libyenne. Elle accentue également les déséquilibres du marché intérieur et favorise l'émergence de circuits informels. Ainsi, l'ONU alerte sur les risques accrus pour la stabilité du pays; Ces pratiques renforçant des structures parallèles maintenant l'instabilité.

Agence

LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ALERTE

La bureaucratie reste un frein majeur à l'investissement en Tunisie

La Commission de l'investissement et de la coopération internationale a tenu, lundi dernier, une séance d'audition avec des représentants du ministère de l'Économie et de la Planification, consacrée aux orientations du département et à ses programmes en matière de soutien à l'investissement intérieur et extérieur.

Synthèse R I/Agence

À cette occasion, les représentants du ministère ont dressé un état des lieux des principaux obstacles qui entravent l'investissement en Tunisie, mettant notamment en avant la persistance de la bureaucratie, le retard en matière de digitalisation et la multiplicité des intervenants institutionnels.

Une administration encore peu digitalisée

Selon les responsables du ministère, la faiblesse de la numérisation des services destinés aux investisseurs constitue l'un des principaux freins à l'amélioration du climat d'affaires. La Tunisie figure en effet parmi les pays accusant un retard notable dans ce domaine, se classant à la 70e place en matière d'efficacité et de digitalisation des services administratifs destinés aux investisseurs. Les représentants du ministère ont également insisté sur la complexité du parcours administratif, aggravée par la multiplicité des structures intervenant dans le processus d'investissement, ce qui alourdit les procédures et ralentit la concrétisation des projets.

Un climat des affaires jugé difficile

Les intervenants ont souligné que le climat des affaires en Tunisie demeure difficile, en raison notamment de complications administratives liées à la nature même des insti-

tutions et au fonctionnement de l'administration. Ils ont estimé que la simple révision du Code de l'investissement ne saurait, à elle seule, relancer le secteur. Une réforme plus large apparaît nécessaire, englobant également le système fiscal, le Code des changes ainsi que le Code des douanes. Le ministère de l'Économie et de la Planification a rappelé, dans ce cadre, qu'il ne porte pas seul la responsabilité de ce chantier, dans la mesure où il s'agit d'un ministère horizontal appelé à travailler en coordination avec les autres départements.

Ports, douanes et logistique : Des blocages persistants

Les représentants du ministère ont également évoqué les difficultés structurelles qui continuent de perturber le rythme de l'investissement, en particulier au niveau des systèmes portuaire et douanier. Un travail d'évaluation mené en 2025 a permis d'identifier les causes profondes de ces dysfonctionnements. D'après les conclusions présentées, les problèmes ne relèvent pas uniquement des textes ou des orientations, mais surtout de leur mise en œuvre et des mécanismes d'exécution, qui demeurent insuffisamment efficaces pour accompagner les besoins des investisseurs.

Les liaisons maritimes avec l'Afrique pointées du doigt

Autre difficulté soulevée lors de cette audition : les lignes maritimes reliant la Tunisie au continent africain. Les représentants du ministère ont indiqué que ces liaisons transitent encore par Marseille et la France, ce qui constitue un frein au développement des échanges directs avec les marchés africains. Ils ont insisté sur la nécessité pour l'entreprise nationale de jouer pleinement son rôle et de dépasser les craintes liées à la rentabilité et au risque, afin d'ouvrir davantage de lignes maritimes directes vers l'Afrique. Une telle orientation est jugée essentielle pour renforcer l'attractivité de la Tunisie et soutenir son ouverture économique sur le continent.

La stabilité et la simplification comme priorités

Dans le même contexte, les représentants du ministère de l'Économie et de la Planification ont souligné que la relance de l'investissement passe impérativement par un ensemble de conditions structurantes. Ils ont cité en premier lieu la stabilité politique et sociale, la stabilité du cadre législatif, l'accélération de la publication des textes d'application, la simplification des procédures, la généralisation de la digitalisation et l'unification des structures concernées. Autant de dossiers considérés comme urgents pour redonner de l'élan à l'investissement en Tunisie, selon un communiqué publié jeudi 2 avril par le Conseil des régions et des districts.

POUR FAIRE FACE AUX TROUBLES RÉGIONAUX

L'Egypte renforcera ses réserves stratégiques de produits de base

Les réserves stratégiques de produits de base de l'Egypte sont suffisantes pour six mois, et le gouvernement s'efforce de les augmenter afin de couvrir deux ou trois mois supplémentaires, a déclaré le Premier ministre Moustafa Madbouli lors d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion du Conseil des

ministres mercredi. M. Madbouli a ajouté que le gouvernement a décidé de renforcer les réserves de produits de première nécessité et d'augmenter le nombre de véhicules mobiles et de points de vente proposant des marchandises à prix réduits. Il a indiqué que le gouvernement a pris des mesures pour renfor-

cer les réserves stratégiques de produits de base afin de freiner toute hausse des prix injustifiée et de maintenir la stabilité du marché dans la période à venir, soulignant l'engagement du gouvernement à trouver un équilibre entre la réforme économique et l'allègement des charges pesant sur les citoyens.

M. Madbouli a également indiqué que le gouvernement veille à disposer de réserves suffisantes de médicaments et de matériel médical. Ses déclarations interviennent dans un contexte de tensions régionales qui ont perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et fait grimper les prix du pétrole. Ces pressions ont

conduit le gouvernement à augmenter les prix des carburants et à réduire les heures d'ouverture en soirée de certains magasins afin d'économiser l'énergie, tandis que la livre égyptienne s'est également affaiblie face au dollar américain, contribuant ainsi à la hausse des prix.

R.I

MAURITANIE

Ajustements douloureux, solidarité forcée

Un choc pétrolier qui secoue les comptes Les prix explosent. En quelques semaines, le marché mondial de l'énergie bascule dans l'instabilité. La Mauritanie, pays dépendant des hydrocarbures, doit réagir. Mardi, le gouvernement annonce des mesures d'urgence : ajustements des prix, filets sociaux étendus. Mais à quel prix ? Des hausses ciblées, des subventions massives Le gazoil grimpe de 10 % (563 instead of 512 ouguiyas), l'essence de 15,3 % (589,7 instead of 511,2). Pourtant, l'État compense : pour chaque litre de gazoil, 282 ouguiyas de subvention. Les bouteilles de gaz domestique (B12, B6, B3) voient leur

prix divisé par deux grâce à des aides étatiques allant jusqu'à 4 000 ouguiyas par format. "Nous préservons le pouvoir d'achat des plus fragiles", assure le ministre de l'Énergie. 124 000 familles en première ligne La crise frappe les ménages modestes. Pour les 124 000 familles inscrites au registre social, un chèque de 30 000 ouguiyas est promis. Les salariés publics sous le seuil de 130 000 ouguiyas mensuels toucheront un bonus de 45 000 ouguiyas. "Le salaire minimum passe à 50 000 ouguiyas", annonce le gouvernement, une hausse de 11 %. Mais ces mesures coûtent cher : l'État prévoit un budget de 150 milliards d'ouguiyas pour les subventions éner-

gétiques cette année. La solidarité imposée Le président réduit son salaire d'un million d'ouguiyas. Les ministres font de même. "C'est un geste symbolique, mais nécessaire", explique le porte-parole. Pour limiter la consommation, la circulation nocturne (0h-5h) est interdite en ville – sauf pour les livraisons et les services essentiels. La lutte contre la contrebande devient une priorité : "Chaque ouguiya détourné aggrave la crise", avertit le gouvernement. Un équilibre fragile La Mauritanie affiche une hausse des prix bien moindre que ses voisins (10 % contre 35-40 % en sous-région). Pourtant, les économistes s'interrogent : ces mesures suffiront-elles ? "La récession

menace", prévient le ministre des Affaires économiques. Le pays mise sur ses réserves budgétaires et une politique de rationalisation drastique. Mais face à une crise sans précédent depuis 1973, même les ajustements les plus audacieux peinent à rassurer. Et maintenant ? La question qui brûle Comment concilier urgence économique et justice sociale ? Le gouvernement table sur la coopération citoyenne. Mais jusqu'où les Mauritaniens ne s'accepteront-ils ces sacrifices ? La réponse déterminera l'avenir d'un pays déjà fragilisé. La solidarité sera-t-elle assez forte pour éviter l'effondrement ?

Agence

TOGO

400 forages pour appuyer la production maraîchère

L’agriculture maraîchère au Togo évolue dans un contexte de déficit en infrastructures hydrauliques. Des contraintes techniques qui limitent la productivité et la capacité des producteurs à sécuriser leurs cycles de production.

Synthèse Rédaction Internationale

Au Togo, le Projet d'appui au mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (ProMIFA) lance un programme d'aménagement de 400 forages et périmètres maraîchers, destiné à renforcer la production agricole en milieu rural. Dans ce cadre, des ateliers de formation sont organisés cette semaine, jusqu'au 3 avril 2026 dans plusieurs régions du pays, notamment Maritime, Kara, Plateaux, Centrale et Savanes. Ils visent notamment à former les conseillers techniques de l'Institut de conseil et d'appui technique (ICAT) à la gestion des infrastructures hydroagricoles. Ces travaux doivent aider à structurer une gestion communautaire des ouvrages, en associant les producteurs locaux à chaque étape. Les agents formés auront pour mission d'identifier les ac-

teurs, d'évaluer les capacités organisationnelles et de mettre en place des comités de gestion autour des sites maraîchers. Ce dispositif intègre également des outils numériques, dont l'application Kobo Collect, utilisée pour la collecte et le traitement des données de terrain. Ces informations devraient orienter la mise en œuvre des prochaines phases du projet. Selon les responsables, ce programme vise à améliorer la productivité agricole, en particulier en contre-saison. Il doit aussi contribuer à la création d'emplois et à l'augmentation des revenus en milieu rural. Ainsi, pour Amenunya Kokou Elolo, chef division des aménagements et infrastructures à la direction du développement rural du ministère de l'Agriculture, représentant son directeur, l'aménagement des périmètres maraîchers initié dans le cadre du ProMIFA permettra aux produc-

teurs d'augmenter significativement et durablement leur productivité agricole de contre-saison. Ceci, en vue de favoriser l'essor d'activités génératrices de revenus, d'accroître les ressources économiques en milieu rural et de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Notons du reste que la réalisation des 400 forages et des infrastructures associées s'inscrit dans la stratégie nationale de modernisation du secteur agricole. Elle entend réduire la dépendance aux aléas climatiques et renforcer la sécurité alimentaire. Porté par le ministère de l'Agriculture et cofinancé avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le ProMIFA est aujourd'hui, au Togo, l'un des instruments publics dédiés au financement et à la structuration des exploitations agricoles.

NAMIBIE

Mopane enregistre une hausse majeure de ses ressources en hydrocarbures

En décembre 2025, Galp a cédé à TotalEnergies une partie du contrôle du gisement pétrolier Mopane découvert en Namibie dans le cadre d'une campagne d'exploration. Le gisement devrait faire l'objet à partir de cette année, de travaux d'évaluation impliquant le forage de plusieurs puits. Les ressources estimées en pétrole et en gaz du gisement offshore Mopane, situé en Namibie dans le bloc PEL 83, ont augmenté de 57 %. L'information a été communiquée lundi 30 mars par Sintana Energy, acteur indirect de Mopane, qui cite le rapport de gestion intégrée 2025 de Galp Energia, engagé dans le projet aux côtés de l'opérateur TotalEnergies. Selon ce document, cette nou-

velle estimation repose sur l'interprétation des données géologiques et sismiques, combinée aux résultats obtenus lors des puits forés. Dans le détail, Galp précise que ces volumes correspondent à des ressources dites « contingentes », c'est-à-dire des estimations hautes des volumes potentiellement récupérables, mais non classées comme réserves exploitables. « La ressource contingente 3C précédemment estimée à 875 millions de barils équivalents pétrole, a été portée à 1,38 milliard de barils équivalents pétrole [bruts], soit une hausse significative de 57 % », a déclaré Sintana Energy. Par ailleurs, les volumes totaux en place dans le sous-sol de la licence PEL 83 seraient nette-

ment supérieurs. Selon des estimations rapportées en avril 2024 par Reuters, le gisement pourrait contenir jusqu'à 10 milliards de barils équivalents pétrole, bien que seule une partie de ces volumes soit considérée comme récupérable à ce stade. Cette réévaluation intervient alors que des opérations d'exploration sur ce bloc ont été annoncées par les parties prenantes. Lors de la conclusion, en décembre 2025, de l'accord consacrant la cession à TotalEnergies de la moitié de ses 80 % d'intérêts dans Mopane, Galp avait conditionné la poursuite du projet à certains facteurs. Parmi ceux-ci, la reprise des travaux d'évaluation du potentiel du bloc avec plusieurs puits programmés à partir de 2026.

Des travaux qui visent à obtenir des données supplémentaires afin de confirmer les volumes identifiés, d'en préciser les caractéristiques géologiques et de réduire les incertitudes liées à leur développement. Pendant plusieurs mois, alors que Galp cherchait à ouvrir le capital du projet Mopane, les incertitudes liées à son développement ont freiné l'arrivée d'un investisseur. Comme l'a rapporté Agence Ecofin, la compagnie a rencontré des difficultés à attirer un partenaire malgré le potentiel en hydrocarbures identifiés sur le bloc, dans un contexte de multiplication des découvertes pétrogazières dans le bassin offshore d'Orange depuis 2022.

R.I.

CUIVRE

La plus grande mine de RDC révisé à la baisse sa production pour 2026

En raison d'un incident sismique survenu en 2025, la mine de cuivre Kamoa-Kakula a vu sa montée en puissance ralentir. L'exercice s'est d'ailleurs soldé par une baisse de la production annuelle, éloignant le projet de son objectif d'atteindre le cap des 500 000 tonnes par an. Kamoa-Kakula, la plus grande mine de cuivre de la République démocratique du Congo, ne devrait désormais produire au maximum que 330 000 tonnes de cuivre en 2026. Cette prévision annoncée mardi 31 mars par son opérateur canadien Ivanhoe Mines, est nettement inférieure à l'objectif de 420 000 tonnes initialement prévu pour l'exercice. La compagnie justifie cet

ajustement par l'adoption d'une stratégie d'exploitation plus prudente, après les perturbations enregistrées l'an dernier. Celle-ci prévoit notamment de consacrer les prochaines années à des travaux de développement minier et au renforcement des infrastructures, afin de garantir à terme un rythme d'extraction plus stable et durable. Dans ce cadre, la production devrait ensuite remonter après l'exercice en cours pour atteindre un niveau compris entre 380 000 et 420 000 tonnes en 2027. Ceci avant de franchir le seuil record des 500 000 tonnes à partir de 2028. « Au cours de l'année écoulée, l'équipe de Kamoa Copper a déployé des efforts considérables pour présen-

ter la mine de Kakula après une année 2025 difficile [...]. Bien que des hypothèses de base prudentes aient un impact sur les niveaux de production en 2026 et 2027, nous préparons Kamoa-Kakula à atteindre de nouveaux records de production à partir de 2028 [...] avec des objectifs de production supérieurs à 500 000 tonnes d'anodes et de cuivre blister, sur une durée de vie de plusieurs décennies », a déclaré Marna Cloete, présidente d'Ivanhoe Mines. À ce stade, les implications de cette stratégie sur les revenus du complexe restent à préciser. Cette incertitude intervient dans un contexte de repli des prix du cuivre ces dernières semaines, Trading Economics évoquant

une baisse d'environ 10 % sur le mois de mars. En 2025, la mine avait pourtant enregistré une hausse de ses recettes à 3,11 milliards USD, portée par des prix plus favorables, malgré un recul des volumes vendus. À noter toutefois que Kamoa-Kakula connaît parallèlement une avancée notable avec la mise en service de sa fonderie. Jusqu'ici, la production du site était en effet commercialisée sous forme de concentré. Cette nouvelle unité assure dès à présent la transformation de ce produit en anodes de cuivre, un produit à plus forte valeur ajoutée, qui sert désormais de référence pour les volumes déclarés.

R.A/agence

CENTRAFRIQUE

98 millions \$ pour un programme de mécanisation agricole

L'agriculture emploie plus de 70 % de la population active centrafricaine, selon la BAD, mais le secteur reste freiné par le manque d'investissements et de modernisation. Le programme de mécanisation devrait impacter directement environ 2,6 millions de citoyens. En Centrafrique, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a signé un accord de mécanisation agricole avec le groupe DSR, basé en Angleterre. L'information a été divulguée mercredi 1er mars. Le projet est financé à hauteur de 98 millions de dollars, « avec l'appui de partenaires financiers, pour une durée de dix ans », indique la présidence de la République sur facebook. Le projet de mécanisation de l'agriculture prévoit la restauration et le développement de 335 800 hectares de terres cultivables, l'appui mécanisé à 418 000 ménages agricoles, ainsi que le déploiement de 850 tracteurs équipés et de 5925 outils agricoles modernes. Il est également prévu la mise en place de plusieurs infrastructures dans les sept régions du pays. Cela concerne entre autres ; « 7 sites d'égrenage de coton, 10 stations de traitement du café par voie humide, 4 unités industrielles de transformation du manioc accompagnées de 100 unités communautaires, 4 centres de mouture, 5 usines de nettoyage pour l'exportation », précise la présidence. Elle ajoute : « au total, ce programme devrait impacter directement environ 2,6 millions de citoyens centrafricains ».

Un secteur stratégique encore confronté à de fortes contraintes

En Centrafrique, l'agriculture contribue à environ 40 % du produit intérieur brut (PIB) et emploie plus de 70 % de la population active, selon le rapport pays 2025 de la Banque africaine de développement (BAD). Cependant, le secteur a été freiné ces dernières années par le manque d'investissements, de modernisation et par la faiblesse des infrastructures. Avec l'appui du Centre du commerce international (ITC), le pays a lancé le projet PA-PEUR Rural, qui contribue à la mécanisation de l'agriculture, notamment en promouvant l'esprit d'entreprise par l'organisation des agriculteurs en coopératives. Outre le projet de mécanisation agricole, un contrat de partenariat a également été signé pour la fourniture de bus ultra-modernes, en vue de moderniser les transports en commun. Cet accord a été conclu entre le ministère des Transports et de l'Aviation civile et des partenaires techniques et financiers venus d'Angleterre. Il s'agit de mettre en circulation 300 bus d'une capacité moyenne de 60 places, pour un financement global de 30 millions de dollars.

Agence

BOURSE

Est-ce l’heure des actions japonaises ?

Après des décennies de déception, les actions japonaises sont de retour sur le radar des investisseurs. Longtemps perçu comme un marché marqué par la déflation, une faible rentabilité et une inertie structurelle, le Japon traverse désormais une combinaison de reprise cyclique et de changement structurel qui redéfinit son attractivité.

La question pour les investisseurs mondiaux n'est plus de savoir pourquoi le Japon a échoué par le passé, mais si les conditions actuelles justifient une confiance renouvelée aujourd'hui.

Un long chemin du boom à la réforme

L'histoire du marché actions japonais est jalonnée d'extrêmes. Après la bulle d'actifs de la fin des années 1980 et son effondrement spectaculaire, le marché est entré dans une longue « décennie perdue », miné par la déflation, la réparation des bilans et une demande intérieure faible. Des périodes de reprise ont suivi, mais elles furent souvent de courte durée et vulnérables aux chocs mondiaux. Un tournant est apparu avec l'introduction de l'Abenomics au début des années 2010. Un assouplissement monétaire agressif, un soutien budgétaire et des réformes structurelles ont contribué à stabiliser la croissance et à raviver la confiance des entreprises. Depuis, les actions japonaises ont affiché des rendements raisonnables en devise locale. Cependant, pour les investisseurs suisses et internationaux, un yen constamment faible a dilué ces gains, alimentant un scepticisme persistant à l'égard du marché.

Un marché cyclique à exposition mondiale

Fondamentalement, le Japon demeure un marché actions cyclique. La composition de l'indice MSCI Japan révèle une nette prédominance des secteurs industriels, financiers, de la consommation discrétionnaire et technologie — des secteurs étroitement liés au cycle économique mondial. Beaucoup des plus grandes entreprises japonaises sont orientées vers l'export et profondément intégrées dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Historiquement, la performance relative des actions japonaises a évolué en fonction du com-

merce mondial et de l'activité manufacturière. Sur le long terme, la sous-performance du Japon par rapport aux autres marchés développés reflétait la diminution de sa part dans les exportations mondiales, à mesure que sa compétitivité s'érodait dans des secteurs clés. À court terme, cependant, la performance boursière reste très sensible aux variations de la dynamique de croissance mondiale, comme le montrent les indices des directeurs d'achat (PMI).

Technologie, automatisation et l’angle IA

Un domaine où le Japon se distingue aujourd'hui est la technologie industrielle. Le pays joue un rôle central dans les équipements de semi-conducteurs, l'automatisation d'usines, la robotique et la machinerie de précision. Ces atouts font du Japon un bénéficiaire clé du regain d'investissement dans l'automatisation et dans l'IA appliquée aux systèmes physiques — l'intégration de l'intelligence artificielle dans les machines et processus industriels. Avec la hausse de la demande mondiale pour les semi-conducteurs et les équipements de fabrication avancée, la base industrielle technologique du Japon offre un soutien cyclique supplémentaire. Au-delà des facteurs globaux, la politique domestique est devenue plus favorable. Le stimulus budgétaire au Japon était déjà attendu comme positif après la victoire écrasante du PLD, et les projections actuelles suggèrent que l'impulsion budgétaire pourrait dépasser celle de plusieurs pairs européens. Cela apporte un soutien à court terme à la croissance et aux bénéfices, en particulier dans les secteurs sensibles à la politique. En parallèle, une reflation durable romprait la psychologie déflationniste du Japon, stimulant les revenus nominaux, les marges et l'investissement après des décennies de stagnation. La progression des PMI domestiques indique

déjà une reprise cyclique des bénéfices des entreprises japonaises.

La valorisation, un aspect nuancé du récit japonais

En valeur absolue, les actions japonaises se négocient actuellement au-dessus de leurs moyennes historiques de long terme. Cela reflète une rentabilité accrue, une dynamique de bénéfices plus forte et un regain d'intérêt des investisseurs. Cependant, en termes relatifs, le Japon continue d'afficher une décote significative par rapport aux marchés actions mondiaux. Ce faible rendement des capitaux propres (ROE) s'explique par des problèmes structurels profonds : une allocation inefficace du capital, des participations croisées et des pratiques de gestion prudentes, accentués par une composition sectorielle orientée vers les valeurs cycliques plutôt que vers des secteurs de croissance à forte marge

La réforme d’entreprise comme catalyseur structurel

La réforme d'entreprise est le pilier structurel le plus important de l'histoire des actions japonaises. Pendant des décennies, les entreprises japonaises ont privilégié la stabilité, la part de marché et l'emploi au détriment des retours pour les actionnaires, entraînant une faible rentabilité et d'importantes réserves de liquidités. Les participations croisées et les conseils d'administration dominés par les initiés ont davantage isolé la direction de la discipline du marché. Ce paysage évolue. Des initiatives réglementaires — menées par la Bourse de Tokyo, l'Agence des services financiers et les codes de gouvernance — incitent les entreprises à améliorer l'efficacité du capital, à justifier leurs structures de bilan et à renforcer l'indépendance de leur gouvernance. Depuis le milieu des années 2010, le ROE moyen a nettement progressé par rapport à la période pré-Abenomics.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 01 Avril 2026 Valeur : 03 Avril 2026					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.7200	132.7350
1	EUR	EURO		153.6499	153.6939
1	GBP	POUND STERLING		175.9979	176.0645
100	JPY	JAPANESE YEN		83.5295	83.5652
1	CNY	CHINESE YUAN		19.2941	19.2985
1	CHF	SWISS FRANC		167.0064	167.0673
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.4065	95.4379
1	DKK	DANISH KRONE		20.5637	20.5676
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.0908	14.0951
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6821	13.6874
1	AED	UAE DIRHAM		36.1300	36.1489
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3543	35.3677
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.5945	432.7845
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.8442	45.2949
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1583	14.1599
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.6594	20.7655
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3356	3.3460
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.0282	180.0282

APS

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine sans direction claire

La Bourse de New York a clôturé sur une note mitigée jeudi. Après une ouverture en franche baisse, les indices ont finalement terminé en ordre dispersé: le Dow Jones n'a perdu que 0,13%, tandis que l'indice Nasdaq a grappillé 0,18% et l'indice élargi S&P 500, 0,11%. "Il est vraiment difficile de cerner ce marché", remarque Dave Grecsek, d'Aspiriant. "On a connu ces derniers temps des journées un peu instables, où l'évolution des cours est assez imprévisible", a-t-on ajouté.

Côté indicateurs, la place américaine a notamment relevé la publication de demandes d'inscription au chômage moins élevées qu'attendu (202.000 contre 212.000 escomptés). Mais les opérateurs "n'ont guère réagi aux données, comme c'est le cas depuis le début du conflit avec l'Iran", observe Patrick O'Hare, de Briefing.com. Ils surveilleront malgré tout une volée de chiffres sur l'état du marché du travail américain vendredi.

MOYEN-ORIENT

Les Bourses limitent la casse après les propos offensifs de Trump

Après une ouverture en franche baisse, les Bourses mondiales ont réduit leurs pertes jeudi en clôture, se montrant plutôt résistantes face au ton plus offensif qu'anticipé de Donald Trump à l'égard de Téhéran. Le président américain a notamment promis, lors d'une allocution, de ramener l'Iran à "l'âge de pierre" en frappant Téhéran "extrêmement durement au cours des deux à trois prochaines semaines". En réponse, l'armée iranienne a promis des attaques "dévastatrices" contre les Etats-Unis et Israël. Lancée à la baisse par ces commentaires, Paris n'a finalement perdu que 0,24%, Francfort a reculé de 0,56% et Milan, de 0,20%. Londres a terminé en hausse de 0,69%. A Wall Street, le Dow Jones n'a lâché que 0,13%, tandis que l'indice Nasdaq a grappillé 0,18% et l'indice

élargi S&P 500, 0,11%. Ils étaient aussi en fort repli à l'ouverture. "Il est vraiment difficile de cerner ce marché", remarque auprès de l'AFP Dave Grecsek, d'Aspiriant. "On a connu ces derniers temps des journées un peu instables, où l'évolution des cours est assez imprévisible." "Le discours prononcé mardi soir par le président Trump a déçu certains investisseurs qui espéraient obtenir des précisions sur la date et les modalités de la fin de la guerre avec l'Iran", résume José Torres, d'Interactive Brokers. "Mais les opérateurs à la recherche de bonnes affaires y ont vu une occasion de racheter massivement des actions, même s'il n'y avait aucune raison évidente de le faire", poursuit l'analyste.

Nouvelle flambée du pétrole

Après avoir reculé depuis le début de la semaine dans la perspective d'une accalmie, les prix du pétrole brut se sont une nouvelle fois envolés face aux propos de Donald Trump. La référence américaine, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, a été propulsé, prenant 11,41% à 111,54 dollars. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, a grimpé de 7,78% à 109,03 dollars. "On avait l'impression que la détente était proche. Les messages (de Trump) n'ont pas changé (...) mais il y a cette phrase que le marché n'a pas aimé: +S'il n'y a pas d'accord, nous allons frapper chacune de leurs centrales électriques très durement et probablement simultanément+", indique à l'AFP Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marché chez IG France. En outre, le détroit d'Ormuz - pas-

sage stratégique où transite en temps normal environ un cinquième du brut mondial - reste pour le moment bloqué. Les représentants d'une quarantaine de pays ont d'ailleurs appelé jeudi à la "réouverture immédiate et inconditionnelle" de ce goulet stratégique essentiel, menaçant l'Iran de nouvelles sanctions. Ce blocage est une "menace directe pour la prospérité mondiale", selon la ministre britannique des Affaires étrangères Yvette Cooper.

L’étau des taux

La perspective d'une poursuite de la guerre ravive la peur d'une inflation qui s'installerait dans l'économie mondiale, ce qui fait remonter les taux d'intérêt des dettes souveraines en Europe, après l'accalmie des derniers jours.

Le taux allemand, référence sur le continent européen, flirtait encore jeudi avec les 3,00%, contre 2,98% la veille. Il a grimpé depuis le début du conflit à des sommets plus vus depuis 2011, alors qu'il atteignait environ 2,70% avant la guerre. Son équivalent français est revenu à 3,68% après une pointe à 3,75% à la mi-journée (3,20% avant la guerre). Le taux d'intérêt italien redescendait à 3,85% sur 10 ans après une pointe à 3,95% peu avant 14H00 GMT. Ces taux montent avec les risques d'inflation, car les créanciers demandent des garanties face à l'érosion de la valeur de leur capital prêté. Les investisseurs tablent en outre sur une politique monétaire des banques centrales plus restrictive, pour combattre cette inflation.

Agence

BANQUE DE FRANCE

La prochaine révision des taux par la BCE sera “très certainement à la hausse”

"Il est très prématuré d'anticiper un calendrier de hausse des taux de la BCE", a déclaré jeudi le gouverneur de la Banque de France. "Mais il est clair que nous avons la capacité d'agir quand il le faudra et comme il le faudra", a-t-il souligné, pointant "très certainement" une hausse des taux lors de la prochaine révision par la Banque centrale européenne.

Rédaction Internationale/Agence

La prochaine décision de la Banque centrale européenne (BCE) concernant les taux directeurs sera "très probablement à la hausse", même s'il "est très prématuré d'anticiper un calendrier", a déclaré jeudi François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France (BdF) et membre du comité de politique monétaire de l'institution de Francfort. S'exprimant à l'Institut d'études politiques de Paris, François Villeroy de Galhau a souligné que la flambée actuelle des prix de l'énergie se répercutait déjà sur l'inflation globale en zone euro et en France, même si l'inflation sous-jacente (hors énergie et ali-

mentation) reste à ce stade "bien maîtrisée". L'inflation sous-jacente, qui représente 73% de l'indice des prix en France, est actuellement à 1,3% dans l'Hexagone et 2,3% en zone euro.

Plusieurs scénarios, allant de 0,9 à 0,3% de croissance en 2026

Le gouverneur note également que la prolongation du conflit au Moyen-Orient a constitué un facteur négatif pour les perspectives et, qu'en l'état actuel de la situation, celle-ci se rapproche davantage du scénario intermédiaire défavorable présenté la semaine dernière par la BCE.

Les dernières prévisions économiques de la

BCE, présentées le mois dernier, se basent sur un scénario de référence plus favorable. Dans ce contexte, François Villeroy de Galhau estime que la prochaine modification des taux directeurs de la BCE sera "très probablement à la hausse".

"Il est très prématuré d'anticiper un calendrier de hausse des taux de la BCE. Mais il est clair que nous avons la capacité d'agir quand il le faudra et comme il le faudra", a-t-il déclaré.

La Banque de France a, elle, présenté plusieurs scénarios la semaine dernière, allant d'une croissance de 0,9% dans le meilleur des cas en 2026, à 0,3% dans le pire (et 2,5% d'inflation), avec un baril à 145 dollars.

DETROIT D'ORMUZ

40 pays discutent d'un plan diplomatique pour rouvrir le détroit

La secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères Yvette Cooper a présidé une réunion virtuelle qui a débuté à la mi-journée en compagnie notamment de représentants de la France, de l'Allemagne, du Canada, des Emirats arabes unis et de l'Inde. Une quarantaine de pays discutent des modalités d'une initiative conjointe visant à rouvrir le détroit d'Ormuz, a déclaré jeudi la Grande-Bretagne, après que le président américain Donald Trump a enjoint les pays qui s'approvisionnent en pétrole dans la région du Golfe à rétablir eux-mêmes le trafic dans cette voie de navigation. L'Iran a fermé de facto le détroit d'Ormuz, par lequel transite normalement près de 20% de l'approvisionnement mondial en pétrole et gaz naturel liquéfié (GNL) en re-

présailles aux frappes israélo-américaines. La réouverture du détroit est devenue un enjeu majeur pour les gouvernements face à la flambée des prix de l'énergie. La secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères Yvette Cooper a présidé la réunion virtuelle qui a débuté à la mi-journée en compagnie notamment de représentants de la France, de l'Allemagne, du Canada, des Emirats arabes unis et de l'Inde. "Nous sommes concentrés sur la mise en place de mesures diplomatiques et internationales, incluant une mobilisation collective de l'ensemble de nos outils diplomatiques et économiques ainsi que des moyens de pression dont nous disposons", a-t-elle déclaré à l'ouverture du sommet. Les Etats-Unis ne sont pas représentés à cette réunion, selon un respon-

sable. Le président de la République Emmanuel Macron a écarté l'hypothèse d'une intervention militaire dans le détroit, s'exprimant depuis la Corée du Sud où il effectue une visite d'Etat. "Ce n'est jamais l'option que nous avons retenue parce qu'elle est irréaliste. Parce qu'elle prendrait un temps infini, et elle exposerait tous ceux qui iraient au travers de ce détroit à des risques côtiers de la part des Gardiens de la révolution mais aussi de missiles balistiques." Les Européens ont d'abord refusé de répondre favorablement à la demande de Donald Trump d'envoyer des navires dans la région par peur d'être entraînés dans ce conflit. L'établissement d'une coalition, dont les efforts sont dirigés par Londres et Paris, n'en est encore qu'à ses bal-

butiements, selon des diplomates européens. Les discussions de jeudi porteront principalement sur les pays disposés à participer, avant que les responsables de la planification militaire ne se réunissent la semaine prochaine, selon des responsables. Le G7 et les pays membres du Conseil de coopération du Golfe vont organiser une réunion la semaine prochaine pour discuter de la situation dans le détroit d'Ormuz, a annoncé le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Pascal Confavreux. "La réunion de ce jour contribuera à la préparation d'une réunion entre les pays du G7 et les pays du Golfe prévue la semaine prochaine sur ce sujet", a-t-il précisé.

R.I

EN RAISON DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Les perspectives de croissance réduites de moitié en Allemagne

Selon les principaux instituts économiques allemands, le conflit révèle des faiblesses structurelles. Ils avertissent que, sans réforme, le pays risque de rester durablement en deçà de son potentiel de croissance. La guerre en Iran frappe l'économie allemande au pire moment. Alors qu'elle vient à peine de sortir d'une récession de plusieurs années, la plus grande économie d'Europe est maintenant confrontée à un nouveau choc externe, et les principaux chercheurs dépeignent une situation d'épuisement structurel. Les principaux instituts de recherche économique du pays ont réduit de plus de moitié leurs prévisions de croissance pour 2026 dans leur rapport "Spring 2026 Joint Economic Forecast", publié mercredi. Ce rapport, rédigé deux fois par an pour le compte du ministère fédéral de l'économie, s'appuie sur des contributions de l'Institut allemand de recherche économique (DIW Berlin), de l'Institut Ifo et

de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, entre autres. Alors que les économistes prévoient encore une croissance de 1,3 % à 1,4 % à l'automne dernier, l'institut s'attend désormais à ce que le PIB n'augmente que de 0,6 % cette année et de 0,9 % en 2027. La production économique a en effet stagné au premier trimestre, le rapport mensuel de mars de la Bundesbank indiquant que le PIB réel a probablement stagné en données corrigées des variations saisonnières au cours des trois premiers mois de l'année. "Le choc des prix de l'énergie dans le sillage de la guerre en Iran frappe durement la reprise, mais la politique budgétaire expansive soutient l'économie nationale et empêche un ralentissement plus grave", a déclaré Timo Wollmershäuser, responsable de la recherche économique à l'institut ifo. Le blocage des routes maritimes et la perturbation des marchés de l'énergie font grimper les prix des matières pre-

mières et de l'énergie dans le monde entier, ce qui a des conséquences directes sur l'industrie allemande, grande consommatrice d'énergie.

L'inflation en hausse

Les hausses de prix se répercutent sur les consommateurs. Les instituts prévoient que l'inflation annuelle moyenne atteindra 2,8 % en 2026 et 2,9 % en 2027. La Bundesbank prévient que le taux pourrait grimper brusquement vers les 3 % à court terme, principalement en raison de la hausse des prix des carburants et du mazout de chauffage. Si le détroit d'Ormuz - l'artère centrale du commerce mondial du pétrole et du GNL - reste bloqué, les risques de hausse de l'inflation pourraient être encore plus importants, ce qui pèserait directement sur la consommation privée, censée ancrer la reprise intérieure. Si certains secteurs de l'industrie de la

défense et du génie civil bénéficient des dépenses publiques, l'industrie dans son ensemble reste atone. Les exportations progressent à peine, freinées par une faible compétitivité, l'incertitude géopolitique et les vents contraires de la politique commerciale. La Bundesbank note que le faible taux d'utilisation des capacités aggrave le problème. C'est le secteur de la chimie qui souffre le plus. Le blocus d'Ormuz perturbe les chaînes d'approvisionnement en matières premières qui n'ont pas de substituts à court terme. "Il y aura des augmentations de prix et des goulets d'étranglement parce que des produits chimiques importants seront en pénurie - en provenance du Moyen-Orient ou d'Asie", a déclaré Wolfgang Große Entrup, directeur général de l'Association allemande de l'industrie chimique.

Agence

ITALIE

Reprise des exportations vers les Etats-Unis en février

Les exportations italiennes vers les Etats-Unis se sont reprises au mois de février (+9,6% sur un an) après une baisse en janvier, a indiqué vendredi l'Institut national des statistiques (Istat). Dans un contexte de droits de douane fluctuants, "la dynamique des exportations vers les États-Unis reste élevée, mais la croissance est concentrée dans la pharmacie et les autres moyens de transport" (que l'automobile), a précisé l'Istat dans un communiqué. Les Etats-Unis sont le principal marché de l'Italie en dehors de l'UE, avec 10,8% de la valeur exportée. Les importations depuis les Etats-Unis ont aussi fortement rebondi en février (+40,4% sur un an), a indiqué l'Istat sans plus de détails. Globalement, les exportations vers des pays hors Union européenne ont augmenté en février(+4,9% sur un mois, +2,5% sur un an), notamment à cause de ventes exceptionnelles de navires, et après un mois de janvier en baisse. La hausse des exports vers la Suisse, les Etats-Unis et les pays producteurs de pétrole (OPEC) a plus que compensé en février une baisse vers la Turquie et le Royaume-Uni. Les importations se sont reprises sur un mois (+8,5%) mais reculent légèrement sur un an (-0,4%). Juste avant la guerre au Moyen-Orient, une nette baisse des achats d'énergie a été compensée sur un an par une forte hausse des biens de consommation non durables, précise l'Istat. Les importations depuis les pays de l'OPEC ont ainsi nettement baissé tandis qu'elles ont augmenté depuis la Chine.

R.I/Agence

IPOD, IPHONE, IPAD, APP STORE

Voici comment Apple a tué 10 industries en 25 ans

Apple fête ses 50 ans cette semaine. Les deux premières décennies ont bien failli la tuer, à plusieurs reprises. Mais durant les trois suivantes, elle a rendu obsolète une flopée d'industries.

1^{re} partie

Trois hommes. Un garage à Los Altos, en Californie. Des statuts signés le 1er avril 1976. Cinquante ans plus tard, Apple dépasse les 3 700 milliards de dollars de capitalisation boursière. Soit 600 milliards de plus que le PIB de la France. Dans les discours officiels, on retient ce qu'Apple a créé. C'est légitime. Mais il y a toute une partie de l'histoire mise sous le tapis. Pour chaque marché qu'Apple a ouvert, elle en a fermé plusieurs autres. Parfois sans prévenir. Parfois de façon très délibérée. Et des dizaines de sociétés ont dû déposer le bilan. La méthode d'Apple est désormais bien rodée. En cherchant à améliorer les concepts existants, elle les rend inutiles.

Apple a tué l'industrie musicale. Deux fois

En 2001, l'industrie musicale est déjà fragilisée. Pas par Apple. Par Napster. Lancée en 1999, la plateforme de partage de fichiers en peer-to-peer permet d'échanger des MP3 gratuitement entre internautes. À son pic, elle regroupe 80 millions d'utilisateurs à travers le monde. Les labels multiplient les actions en justice. Sous la pression, Napster ferme en 2001. Mais le problème de fond, lui, reste entier : les internautes ont pris l'habitude de ne pas payer leur musique. C'est dans ce contexte qu'Apple arrive. L'iPod sort en octobre 2001. Il transporte 1 000 titres dans la poche. Mais l'appareil seul ne résout rien pour l'industrie. Le vrai changement arrive en avril 2003 avec l'iTunes Store. Steve Jobs convainc les labels d'y distribuer leur catalogue en échange d'un modèle simple : 0,99 dollar par titre, achat légal, fichier conservé. Son argument fait mouche. Soit les maisons de disque acceptent de vendre les chansons à ce prix, soit les gens continueront à télécharger gratuitement. La pression se tourne désormais vers les labels. Et ils signent. Apple vient de transformer le piratage de masse en marché commercial.

Le problème, c'est qu'en légalisant le téléchargement, Apple a aussi démantelé le modèle de l'album. Pourquoi payer 15 euros pour douze titres quand on peut acheter uniquement les deux qu'on veut pour moins de 2 euros ? En parallèle, Apple a aussi brisé la logique artistique du CD. Un album est un enchaînement pensé, comme les chapitres d'un livre, pas une simple playlist. Les ventes physiques (CD, vinyle, cassettes) s'effondrent de plus de 60% entre 2001 et 2010. Sony arrête le MiniDisc. Virgin Megastores ferme ses magasins. Les labels, qui avaient signé pour survivre au piratage, réalisent qu'ils ont aussi signé la fin de leur modèle économique. En 2015, le service Apple Music tue le téléchargement à l'unité que l'entreprise avait elle-même mis en place. La



pomme a donc liquidé le même marché deux fois. Et entre les deux, elle avait sauvé l'industrie d'un naufrage qu'elle a ensuite organisé à sa façon.

90 minutes de keynote. Trois industries condamnées

Le 9 janvier 2007, Steve Jobs monte sur scène au Macworld de San Francisco. En présentant trois appareils réunis en un seul, il met fin aux rumeurs et donne

le coup d'envoi de l'iPhone. En moins d'une heure et demie, il jette une ombre sur plusieurs secteurs. Cette année-là, Nokia détient alors 40% du marché mondial (PDF) des téléphones. BlackBerry équipe les traders et les dirigeants. RIM, son fabricant, pèse près de 70 milliards de dollars en Bourse. Les PDA (Personal Digital Assistants) sous Windows Mobile et Palm Pilot gèrent les agendas de millions de cadres. Les GPS portables de Garmin et

TomTom s'arrachent en grande surface. Six ans plus tard, Nokia vend sa division mobile à Microsoft pour 5,4 milliards de dollars. Après des années de persistance, RIM arrête de fabriquer ses propres appareils en 2016. Palm est racheté par HP en 2010, puis fermé. TomTom perd près de 90% de sa valeur boursière entre son pic d'octobre 2007 et fin 2012. Garmin s'en sort en se repositionnant sur le sport et l'outdoor. Le GPS de tableau de bord grand public, lui, ne revient pas.

Kodak avait inventé l'appareil photo numérique. L'iPhone l'a tué

En 2010, le marché de l'appareil photo atteint son pic. La CIPA, l'association des fabricants japonais, enregistre 121 millions d'unités (PDF) expédiées dans le monde cette année-là. Deux ans plus tôt, en 2008, le chiffre était déjà de 119 millions. Kodak, Canon, Nikon et Sony tiennent le secteur. L'arrivée de l'iPhone n'est pas particulièrement perçue comme une menace par ces entreprises. Il faut dire que la firme californienne s'était elle aussi lancée sur le marché avec le QuickTake sans grand succès. Avant l'iPhone, l'appareil photo numérique était systématiquement de sortie en vacances, et sous le sapin à Noël. Et puis, la donne a changé. Apple a imposé son marketing en clamant haut et fort : le meilleur appareil photo est celui qu'on a sur soi. Apple n'a pas proposé un meilleur compact. Elle a supprimé le besoin d'en avoir un. En 2020, les ventes mondiales de compacts tombent sous les 10 millions d'unités, soit une chute de plus de 90% en dix ans. Kodak dépose le bilan en 2012. La société avait pourtant breveté l'appareil photo numérique dès les années 1970. Le caméscope grand public part au même rythme : Flip Video, racheté par Cisco, est fermé en 2011. JVC grand public et Pure Digital suivent la même trajectoire.

"Thoughts on Flash" : la lettre qui a propulsée les standards du web

En avril 2010, Adobe Flash est installé sur 98% des navigateurs desktop dans le monde. Les jeux en ligne, les pubs animées, les sites interactifs et une large partie du web des années 2000 reposent sur cette technologie.

Le 29 avril 2010, Steve Jobs publie un texte de 1 700 mots intitulé "Thoughts on Flash". Il y présente Flash comme une technologie propriétaire, gourmande en batterie, mal sécurisée et inadaptée à l'usage mobile. Conclusion : Apple n'intégrera jamais Flash sur iPhone, ni sur iPad. Les développeurs web sont forcés de choisir entre Flash et l'audience iPhone/iPad en pleine croissance.

(A suivre)

CETTE DÉCLARATION AMÉRICAINE HALLUCINANTE
VA REMETTRE DE L'HUILE SUR LE FEU

«Les voitures chinoises sont un cancer»

Le ton monte brutalement dans la guerre automobile mondiale. Un sénateur américain veut aller bien au-delà des restrictions déjà en place et fermer définitivement le marché aux voitures chinoises, jusqu'au moindre logiciel embarqué. Avec cette offensive politique, se dessine un affrontement stratégique mêlant sécurité des données, domination industrielle et électrification accélérée. Une pression directe est désormais exercée sur l'Europe, pourtant déjà de plus en plus engagée avec les constructeurs chinois.

Ce n'est manifestement plus un simple débat commercial, mais une ligne de fracture géopolitique qui se creuse de plus en plus. Et l'automobile est en train d'en devenir l'un des champs de bataille les plus sensibles.

Une interdiction totale qui dépasse le simple cadre des importations

Le marché américain est déjà, de fait, fermé aux constructeurs chinois. Depuis 2025, une série de mesures initiées sous l'administration Biden bloque l'entrée de véhicules pour des raisons officiellement liées à la sécurité des données et aux technologies embarquées. Mais pour le sénateur républicain Bernie Moreno, cela ne suffit plus. Son projet de loi, annoncé pour les prochaines semaines, vise une interdiction absolue. Il ne s'agit plus seulement d'empêcher l'importation de véhicules, mais de bannir toute forme de présence chinoise dans l'automobile américaine : matériel, logiciels, partenariats industriels, voire lignes de code intégrées dans les systèmes embarqués. L'objectif est de verrouiller totalement le marché. « Jamais un véhicule chinois n'entrera sur notre marché, que ce soit en hardware, software ou via alliances ; ici, zéro voiture chinoise. » assène-t-il. Le parallèle avec le cas Huawei dans les télécommunications vient d'ailleurs ici en écho à cette volonté. Pour Moreno, il ne doit exister « aucun scénario » permettant à un constructeur chinois d'entrer sur le territoire américain. Une position radicale, renforcée par une rhétorique particulièrement agressive, allant jusqu'à qualifier ces véhicules de « cancer » économique. Le sénateur a en effet déclaré : « Nous n'autorisons pas Huawei dans nos infrastructures ; nous n'autoriserons pas les constructeurs chinois non plus. Nous empêcherons ce cancer d'infecter notre marché, et les autres pays devront appliquer la chimiothérapie. »

**Derrière la sécurité, une bataille industrielle et technologique**

Officiellement, les arguments avancés reposent sur les risques liés à la collecte de données. Les voitures modernes, connectées en permanence, génèrent une quantité massive d'informations : localisation, habitudes de conduite, données biométriques potentielles. Dans un contexte de rivalité stratégique avec la Chine, ces flux sont perçus comme une vulnérabilité. Mais réduire cette offensive à une simple question de cybersécurité serait incomplet. En réalité, l'enjeu est aussi industriel. Les constructeurs chinois ont pris une avance significative sur certains segments, notamment dans l'électrique. Leur capacité à produire à grande échelle, à coûts maîtrisés, et à intégrer rapidement des innovations logicielles constitue une menace directe pour les acteurs historiques. Ce déséquilibre est particulièrement visible en Europe, où les marques chinoises représentent désormais environ 10 % des

ventes de voitures neuves. Une progression rapide, portée par des groupes comme BYD, SAIC, Geely ou Chery, qui ne se contentent plus d'exporter mais investissent localement, avec des projets d'usines et de chaînes d'assemblage sur le continent. Dans ce contexte, la stratégie américaine espère aussi à éviter un scénario similaire. Les constructeurs locaux, soutenus par leurs organisations professionnelles, défendent activement ce protectionnisme, qui protège à la fois l'emploi domestique selon eux et un marché encore peu exposé à la concurrence chinoise. D'autant plus que le camp républicain a basé sa campagne sur le slogan "America First".

Une pression sur les alliés en décalage avec la réalité du marché

La particularité de cette initiative réside dans sa portée internationale. Le sénateur ne se contente pas de vouloir verrouiller le marché américain : il appelle explicitement l'Europe, le Canada, le Mexique et

l'Amérique latine à adopter les mêmes "standards". Une position qui apparaît toutefois largement déconnectée des dynamiques actuelles. Le Canada, par exemple, a récemment renforcé ses relations commerciales avec la Chine, facilitant l'entrée de ses constructeurs. En Europe, non seulement les marques chinoises gagnent du terrain, mais elles s'inscrivent désormais dans des stratégies industrielles locales. Plusieurs groupes ont déjà annoncé des implantations sur le sol européen, afin de contourner les barrières douanières et de s'intégrer directement au tissu industriel. Cette approche rend toute tentative d'exclusion totale particulièrement complexe à mettre en œuvre. La réaction de Pékin ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Les autorités chinoises dénoncent un protectionnisme contraire aux principes de libre concurrence, accusant Washington de multiplier les obstacles, notamment via des subventions ciblées et des réglementations discriminatoires, pour verrouiller son marché.

Avec sa version d'entrée de gamme, l'ID.7 s'éloigne de sa promesse des 700 km

Présentée comme la grande routière électrique capable d'avaler les kilomètres sans contrainte, la Volkswagen ID.7 avait fait de son autonomie l'un de ses arguments majeurs. Avec l'arrivée d'une version plus accessible, ce discours évolue nettement. Batterie plus petite, performances en baisse et autonomie réduite : pour faire baisser la facture, Volkswagen accepte désormais de s'éloigner de la promesse initiale. Reste à savoir si ce repositionnement change réellement l'usage du modèle. Lors de son lancement en 2023, la Volkswagen ID.7 s'est imposée comme une berline électrique pensée pour les longs trajets, en particulier pour les conducteurs habitués aux grandes routières diesel. Avec jusqu'à 703 km d'autonomie annoncés en cycle WLTP, elle incarnait une réponse directe à l'un des freins majeurs de l'électrique : la distance. Ce positionnement clair lui permettait de se distinguer au sein de la gamme ID, mais aussi face à une concurrence encore souvent limitée sur ce

point. Mais voilà que l'arrivée de la version Pure au configurateur change sensiblement la donne. Avec une batterie ramenée à 59 kWh utiles, l'autonomie de cette nouvelle version chute à 450 km WLTP. C'est 156 km de moins que la version Pro, juste au-dessus dans la gamme. La puissance suit la même trajectoire, avec 204 ch contre 286 ch sur les versions supérieures. Et à moindre mesure, pareil pour la puissance de charge qui baisse de 175 à 165 kW. Le tout s'accompagne évidemment aussi d'une nette baisse du ticket d'entrée. Affichée à 53 000 €, cette nouvelle déclinaison permet de réduire la facture d'un peu plus de 6 000 € par rapport à la version Pro (59 290 €). Un écart significatif, sans véritable sacrifice sur l'équipement de série, qui reste globalement inchangé. À noter que le break ID.7 Tourer aussi est proposé en Pure, à un prix de 53 700 €. Sur le papier, la proposition devient donc plus accessible, notamment pour des acheteurs jusqu'ici rebutés par un ticket d'entrée élevé.



Mais cette baisse de prix s'accompagne d'une perte de singularité. Là où l'ID.7 se démarquait par une autonomie record sur son segment, cette version Pure la rapproche des standards du marché. Avec 474 km annoncés, elle reste dans une zone confortable pour de nombreux usages, mais ne constitue plus un argument différenciant en soi. Et moins en phase avec son profil de grande familiale voyageuse. Ce choix ne doit rien au hasard. En

introduisant cette version plus abordable, Volkswagen cherche clairement à élargir la base de clients potentiels de son modèle. L'ID.7, dans ses premières déclinaisons, s'adressait avant tout à des profils capables d'absorber un prix élevé en échange de prestations haut de gamme et d'une autonomie maximale. Avec la version Pure, la marque vise désormais un usage plus mixte, moins centré sur les très longs trajets. Cette stratégie répond à des enjeux

très concrets, comme l'éligibilité aux aides ou l'attractivité pour les flottes d'entreprises, particulièrement sensibles au prix d'achat. Le cas de cette Volkswagen ID.7 n'est pas sans faire penser au cas du BMW iX3 et de l'arrivée récente d'une version plus accessible. Là aussi, la capacité de batterie diminue pour faire baisser le prix. Mais à la différence de Volkswagen, le constructeur bavarois parvient à préserver une autonomie élevée. Deux approches qui traduisent une même réalité : les modèles électriques haut de gamme doivent désormais composer avec des contraintes de prix, quitte à revoir leur promesse initiale. Du coup, l'autonomie, longtemps mise en avant comme un argument central, et même si elle est toujours importante sur les versions supérieures, devient progressivement une variable d'ajustement. Et avec cette nouvelle ID.7, Volkswagen semble reconnaître qu'au-delà d'un certain seuil, le gain en kilomètres supplémentaires ne justifie plus forcément le surcoût pour une majorité d'utilisateurs.

Mots fléchés

Aromatisée	↓	Un symbole de l'Inde	↓	Mets du Liban	↓	Marque l'égalité	↓	Condé	↓	Plante potagère	↓	Arbre	↓	Coiffure basque	↓	Réservées
Camelote	→	Pays asiatique	→		→		→		→		→	Magiciennes	→	Commune normande	→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓	Relatif au vent	↓		↓	
Lias	→		→		→		→	Glace anglaise	→		→		↓	Canton suisse	→	
Ustensile pour oenologue	↓		↓		↓		↓	Comptait quinze républiques	↓		↓		↓	Technique de l'aura	↓	
	→		→		→		→		→		→		→	Article arabe	→	
Mère d'Apollon	→		→		→		→		→		→		→	Désert rocheux	→	
Terre émergée	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→	Religieuse	→		→		→		→		→		→	Arbrisseau du Brésil
	↓		↓	Pays européen	↓		↓		↓		↓		↓		↓	
Magistrats romains	→		→		→		→		→	Points cardinaux	→		→	Grand invalide (initiales)	→	
Troupes de chiens	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	Cochonnet	↓	
	→		→		→		→	Ancré	→	Troupe de théâtre	→		→		→	Rapport de cercle Réseau francilien
Une musique afro-américaine	→	Ecope	→		→		→		→	Fils de Noé	→		→	Lisière	→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→	Au dessus du panier	→		→		→		→	Récépissé	→	
	↓		↓		↓	Durées	↓		↓		↓		↓	Aumônes	↓	
Langue du sud	→	Ecclésiastique Pays asiatique	→		→		→		→	Jaunis	→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓	Fils de Dédale	↓		↓		↓	
	→		→	Dans	→		→	Protozoaire	→		→		→		→	Libre service
	↓		↓	Cercueil	↓		↓	Tête nucléaire	↓		↓		↓		↓	L'Estonie
Note moyenne	→		→		→	Pièce de charrue	→		→	Glus	→		→		→	
Camarades	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→	Soldat américain	→		→	Drap de protection	→		→	Cajolés
	↓		↓		↓		↓		↓	Au milieu	↓		↓		↓	
Béryllium	→		→		→	Tour d'une mosquée	→		→		→		→		→	Scandium
Souvent d'attache	↓		↓		↓	Véhicules sur rail	↓		↓		↓		↓		↓	Maître des vents
	→		→		→		→	Froissés	→		→		→	Lettre grecque	→	
	↓		↓		↓		↓	Peuvent être en plis	↓		↓		↓	Tarai	↓	
Partie de peau	→		→		→		→		→	Partie d'un navire	→	Organe secretant l'urine	→	Il peut être dans la main	→	
Argent	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→	Paresseux	→		→		→	Ordre religieux	→		→		→	Poisson
	↓		↓	Pour elle	↓		↓		↓		↓		↓		↓	
Choisis	→		→		→		→		→		→		→	Île française Saint normand	→	
Geste de scout	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	Noble particule
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→		→		→		→		→		→		→	
	↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓		↓	
	→		→													

Le Président Tebboune félicite les joueuses de l'équipe nationale de handi-basket pour leur sixième titre africain consécutif

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a félicité jeudi soir les joueuses de l'équipe nationale de handi-basket pour leur sixième titre africain consécutif. "Félicitation aux joueuses de l'équipe nationale algérienne de handi-basket pour avoir remporté avec brio leur sixième titre africain consécutif..Vous avez grandement honoré le sport algérien.. Merci pour cette réalisation", a écrit le président de la République sur son compte personnel sur les réseaux sociaux.



TRANSPORT AÉRIEN
Lancement du premier vol de la ligne directe Alger - Addis-Abeba

La ligne aérienne de la compagnie Air Algérie reliant Alger à Addis-Abeba a été relancée, jeudi, dans la capitale éthiopienne. L'ambassadeur d'Algérie en Ethiopie et son représentant permanent auprès de l'Union africaine (UA) Mohamed Khaled, accompagné du personnel de l'ambassade, a présidé la cérémonie d'accueil du premier vol au niveau de l'aéroport d'Addis-Abeba. Cette démarche historique intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la présence de l'Algérie sur le continent africain et en concrétisation des efforts tendant à renforcer les relations d'amitié et de coopération historiques entre l'Algérie et l'Ethiopie.

NASA
Les astronautes d'Artémis mettent le cap vers la Lune

Les quatre astronautes de la mission Artémis 2 de la Nasa ont quitté jeudi l'orbite terrestre et mis les gaz vers la Lune dont ils feront le tour dans quelques jours, un exploit qui n'a pas été accompli depuis plus d'un demi-siècle. "L'humanité a une fois de plus montré de quoi elle est capable", a salué à bord l'astronaute canadien Jeremy Hansen, embarqué dans ce périple aux côtés des Américains Reid Wiseman, Victor Glover et Christina Koch, peu après le déclenchement vers 23H49 GMT de cette manœuvre clé, l'une des plus importantes de la mission. Pendant près de six minutes, le vaisseau Orion transportant l'équipage s'est donné l'élan nécessaire pour s'arracher de l'orbite terrestre. Il s'éloigne en direction de la Lune. "On est tous scotchés aux fenêtres", a décrit M. Hansen, évoquant "une vue imprenable". "Rien ne peut vous préparer à l'émotion qui vous saisit" à cet instant, a abondé sa collègue Christina Koch lors d'une interview en direct accordée par l'équipage à des chaînes de télévision américaines, décrivant une Terre "illuminée comme en plein jour et baignée de la lueur de la Lune". Avec cette grande poussée, Artémis 2 devient le premier vol habité à prendre la direction de la Lune depuis la fin du programme Apollo en 1972, la présence humaine s'étant limitée entre temps aux environs immédiats de la Terre, principalement la Station spatiale internationale (ISS). Située à plus de 384.000 kilomètres, la Lune est 1.000 fois plus loin de la Terre que l'ISS et il faudra trois à quatre jours pour la rejoindre. Ils ne s'y poseront pas, mais en feront le tour, passant derrière sa face cachée lundi avant de revenir sur Terre le 10 avril.

APS

19^e SESSION DU CONSEIL D'ORIENTATION DE L'ECOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE
«Le nouvel ordre mondial impose des choix stratégiques complexes»

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, jeudi, les travaux de la 19e session du Conseil d'Orientation de l'Ecole Supérieure de Guerre, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Conformément aux dispositions du décret présidentiel du 26 septembre 2005, portant création de l'Ecole Supérieure de Guerre, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'ANP a présidé, ce jeudi 2 avril 2026, les travaux de la 19e session du Conseil d'Orientation de cette Ecole supérieure", a précisé la même source. Après la cérémonie d'accueil et en compagnie du Commandant de la 1ère Région militaire et du directeur de l'Ecole Supérieure de Guerre, le Général d'Armée a observé un moment de recueillement à la mémoire du défunt Président Ali Kafi, dont le siège de l'Ecole est baptisé de son nom, avant de déposer une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et réciter la Fatiha à sa mémoire. Le Général d'Armée a, par la suite, présidé les travaux du Conseil d'Orientation de l'Ecole, où il a prononcé une allocution d'orientation, dans laquelle il a souligné que "le contexte géopolitique actuel est marqué par des transformations dans les équilibres internationaux ouvrant la voie à un nouvel ordre mondial, ce qui place les pays du Sud devant des choix géopolitiques complexes", a ajouté le communiqué. "Le contexte géopolitique mondial actuel connaît des transformations dans les équilibres internationaux, ouvrant la voie à un nouvel ordre mondial, ce qui place les pays du Sud devant des choix stratégiques complexes", a-t-il déclaré, soulignant que "désormais, la position des Etats ne repose plus sur les gloires du passé, mais dépend de



leur capacité à renforcer, de manière continue, les potentiels géostratégiques et systémiques de l'Etat, à consolider leur résilience populaire et économique, ainsi qu'à adapter leurs systèmes de défense et à développer leurs capacités scientifiques et technologiques". "Dans ce cadre, l'anticipation dans la planification, la flexibilité dans la prise de décision et la capacité à mobiliser les ressources de l'Etat et ses atouts comparatifs constituent des garants essentiels de sa présence active dans un monde instable et en perpétuel changement", a-t-il souligné. Le Général d'Armée a également souligné que "l'ANP poursuit le processus d'adaptation de nos systèmes de défense dans toutes leurs dimensions, tout en contribuant à l'élaboration d'un narratif national fédérateur au service des intérêts vitaux de l'Etat". "Dans ce contexte précis, a-t-il noté, l'ANP, sous la conduite de Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, poursuit l'adaptation de nos systèmes de défense dans toutes leurs dimensions", relevant que "cela passe notamment par le développement des capacités technologiques des systèmes d'armes, la préparation d'une ressource humaine et sa forma-

tion dans l'exploitation de ces systèmes avec compétence et efficacité, ainsi que par la sécurisation des chaînes d'approvisionnement nationales et la domiciliation de l'industrie de défense". "Parallèlement, l'ANP contribue à forger une conscience sociétale résiliente face à la désinformation et aux manipulations cognitives, capable de résister aux guerres psychologiques hostiles, et ce, en œuvrant de concert avec le dispositif médiatique national pour démanteler les propagandes hostiles et dévoiler les mécanismes de manipulation des esprits, et de ce fait, façonner un narratif national unificateur au service des intérêts vitaux de l'Etat", a-t-il affirmé. Par la suite, le Général d'armée a "suivi un exposé exhaustif présenté par le directeur de l'Ecole Supérieure de Guerre, portant sur le bilan des objectifs concrétisés depuis la tenue de la dernière session du Conseil d'Orientation, et ceux arrêtés au titre de l'année de formation 2026-2027", avant d'écouter les interventions des membres du Conseil d'orientation sur les points inscrits à l'ordre du jour, et ce, avant de visiter les infrastructures administratives et pédagogiques, a-t-on ajouté de même source.

Synthèse R E/APS

FAO

Hausse des prix alimentaires mondiaux pour le deuxième mois consécutif en mars

L'indice des prix alimentaires mondiaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'affiche en hausse pour le deuxième mois consécutif en mars, atteignant 128,5 points, soit +2,4% par rapport à février dernier, indique vendredi l'organisation dans son rapport mensuel publié sur son site web. L'indice FAO des prix alimentaires, qui suit l'évolution des prix internationaux d'un ensemble de denrées, a gagné 2,4% sur un mois et 1% par rapport à mars 2025.

Dans le détail, l'indice FAO du prix des céréales a augmenté de 1,5% en mars sur un mois, principalement en raison de la hausse des prix du blé (+4,3%), pour cause de récoltes américaines possiblement affectées par la sécheresse et de semis australiens potentiellement réduits du fait du renchérissement des engrais. Le maïs s'est relevé légèrement, soutenu par les préoccupations liées aux engrais et des décisions nationales de soutien aux biocarburants, mais amorti par une offre mondiale importante. L'indice du riz en revanche a reculé de

3%, sous l'effet d'une moindre demande. Celui des huiles végétales s'est relevé de 5,1%, de même pour le sucre (+7,2%). L'indice des prix de la viande de la FAO a progressé de 1,0% par rapport au mois précédent, sous l'effet d'une augmentation des prix mondiaux de la viande bovine, notamment au Brésil, où les disponibilités exportables ont diminué en raison d'une baisse du cheptel. Les prix des viandes ovine et de volaille ont quant à eux reculé, en partie à cause de contraintes logistiques limitant l'accès aux marchés, notamment au Proche-

Orient. L'indice FAO des prix des produits laitiers a augmenté de 1,2 %, principalement en raison de la hausse des prix des poudres de lait dans un contexte de baisse saisonnière de l'offre en Océanie. En revanche, les prix internationaux du fromage ont continué de baisser dans l'Union européenne en raison d'une production élevée et d'une faible demande à l'exportation, tandis qu'ils ont augmenté en Océanie.

APS